

Financial Crimes Commission :  
Une 'Prosecution Commission' bis ?

## Nouvelle tentative de contourner le DPP

- Le DG de l'organisme pourra poursuivre quelqu'un en justice, alors que seul le DPP en avait jusque-là le pouvoir

M<sup>c</sup> Sanjay Bhuckory, SC :

« Ce projet de loi vise à usurper les pouvoirs du DPP »

Conseil de district de Flacq

## Des amendements à la loi pour maintenir le président en poste

- Le siège d'un conseiller proche du MSM déjà déclaré vacant, des pressions ministérielles exercées pour en maintenir deux autres en poste alors qu'ils ont démissionné de leurs partis respectifs
- Insulté par l'ex-conseiller Chetram Sungum, alias «jacket vert», le PPS Vikash Nuckchady consigne une 'Precautionary Measure'

Éducation

Un 'Bright Up Programme' qui s'annonce sombre pour les enfants

Comportement indigne du Speaker

Des actions symboliques préconisées pour que l'Histoire retienne ses gaffes



Me. Richard Rault



« Anse-La-Raie fait partie des malheureux 14,5% du littoral qui sont encore accessibles au public »



Manchester City vs Tottenham Hotspur

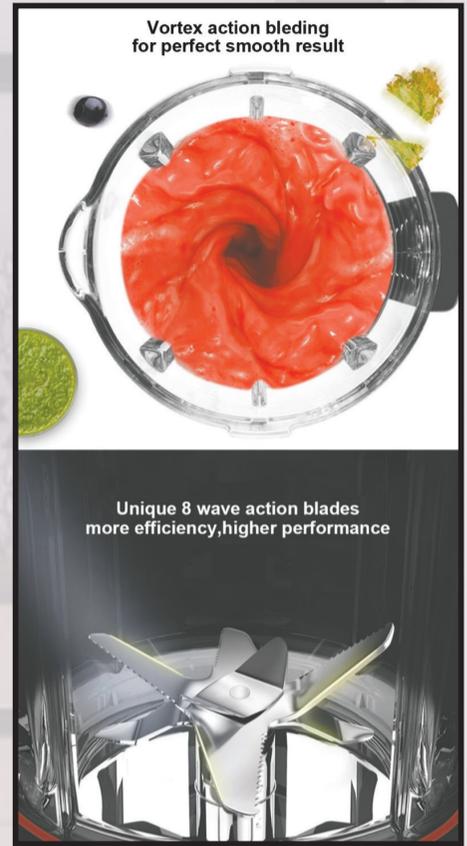
Les Spurs dans la marmite des Citizens

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

**Nutritious and delicious easy operation**



**Cold and hot applicable**  
suitable for all seasons

**Hot Drink**

**Cold Drink**

**Dry Grinding**

Medicine herbs

Spices

**Thickened borosilicate glass jar**

**300°C**  
Resistance to cold and heat shock

**Five layers**  
Composite cup

**health**  
Thickened borosilicate glass

- ⊙ Trace element layer
- ⊙ Antioxidant ion layer
- ⊙ Nanoglobulin layer
- ⊙ Water molecule activated layer
- ⊙ Harden Tempered layer



**Represented by**  
**MULTI HOUSEWARE Co. Ltd**  
 1<sup>st</sup> Floor - Madeleine House  
 54, SSR street, Port-Louis.  
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Financial Crimes Commission : Une 'Prosecution Commission' bis ?

# Nouvelle tentative de contourner le DPP

- Le DG de l'organisme pourra poursuivre quelqu'un en justice, alors que seul le DPP en avait jusque-là le pouvoir

Le 'Financial Crimes Commission Bill' sera lu en première lecture à l'Assemblée nationale ce mardi 5 décembre 2023. Il concerne la mise en place d'une nouvelle entité pour mener des enquêtes sur des crimes en col blanc, de blanchiment d'argent et de corruption, entre autres. Il a été présenté au Conseil des ministres vendredi, et celui-ci a donné son aval pour son introduction à l'Assemblée nationale où il sera débattu avant d'être soumis au vote.

« The object of the Bill would be, *inter alia*, to provide for the establishment of the Financial Crimes Commission which would be the apex agency in Mauritius to detect, investigate and prosecute financial crimes, such as corruption offences, money laundering offences, fraud offences, the financing of drug dealing offences and any other ancillary offence connected thereto », peut-on lire en guise d'introduction.

Plusieurs lois devront être abrogées pour permettre à la 'Financial Crimes Commission Act' de voir le jour. Il s'agit de la 'Prevention of Corruption Act' (POCA), l'Asset Recovery Act', la 'Good Governance and Integrity Reporting Act' et la partie II de la 'Financial Intelligence and Anti-Money Laundering Act'. Avec cette nouvelle loi, plusieurs entités, dont l'ICAC, l'Asset Recovery Investigation Division' (ARID), la 'Financial Intelligence Unit' (FIU), et l'Integrity Reporting Services Agency' (IRSA) seront fusionnées en une seule, soit la FCC.

La FCC sera constituée d'un Directeur Général, d'un chairman et de 4 commissaires. Ces derniers seront nommés par le Président de la République, sur la recommandation du Premier ministre et après consultation avec le leader de l'Opposition. Ceux qui ont pris connaissance de cette nouvelle loi sont interpellés par les pouvoirs qui seront attribués au Directeur Général (DG) de l'organisme. En effet, selon la clause 11(3), le DG « shall, in the discharge of his functions and exercise of his powers, not be subject to the direction or control of any person or authority ». Un pouvoir qui lui conférerait, selon les experts légaux, les pouvoirs que seul le DPP détenait jusque-là.

Il aurait des pouvoirs de poursuite. En d'autres mots, il pourrait lui-même initier des poursuites en justice, sans devoir passer par le Directeur des



Poursuites Publiques (DPP). Ce n'est pas tout. Il pourrait aussi résister à des demandes de caution en Cour. Or, selon la Constitution, seul le DPP est habilité à le faire jusque'ici.

## Navin Beekarry part favori comme futur DG

Son nom est cité avec insistance dans les rangs du gouvernement. L'actuel directeur général de l'ICAC serait le favori pour être nommé DG de la FCC. Connu pour sa proximité avec le gouvernement, c'est sous sa direction que l'ICAC avait changé de position dans l'affaire Medpoint, et ce deux mois seulement avant son audition devant les Law Lords au Privy Council. Ce qui avait surpris tout le monde dans le milieu judiciaire. Et confirmant, dans la foulée, que l'ICAC n'est qu'un instrument politique entre les mains du gouvernement de Pravind Jugnauth.

Qui plus est, des lieutenants de Navin Beekarry affirment déjà qu'ils feront partie de l'équipe de la FCC, car ils sont convaincus que ce sera le « boss » qui y sera nommé. D'ailleurs, les critères requis pour la nomination du DG semblent avoir été taillés sur mesure pour Navin Beekarry. Car outre le fait d'avoir été avocat, magistrat, juge, il devra aussi avoir « served in anti-corruption body at a senior level for a period of at least 5 years ». Ce qui lui donne un avantage certain, étant en poste à la direction de l'ICAC depuis juillet 2016.

Les bêtes noires de Beekarry à l'ICAC se préparent, eux, à faire leurs valises. Si les policiers retourneront automatiquement dans la force policière, d'autres enquêteurs à plein

temps risquent, eux, de se retrouver sans emploi. Autre crainte exprimée au sein de l'ICAC, ce sont les cas qui sont en suspens actuellement à la commission anti-corruption. Plus d'une centaine de dossiers y font toujours l'objet d'enquêtes. « Quelle suite donner à ces dossiers et à qui soumettre ces dossiers à la FCC ? Comment porter ces affaires en Cour ? Et qui en assureront la poursuite ? ». Ce sont autant de questions que se posent certains officiers, qui ne cachent pas leur inquiétude.

## Des contestations allant jusqu'au Privy Council

Des Senior Counsels, qui ont pris connaissance de l'ébauche de loi qui est en circulation, ont minutieusement examiné le dossier en question. Ils n'écartent pas la possibilité de la contester devant la Cour suprême et d'avoir même recours au Privy Council si besoin est. Ils évoquent la section 72 de la Constitution, qui parle des pouvoirs du DPP. En attendant, ils préfèrent attendre que l'affaire soit portée devant le Parlement avant de prendre une décision.

M<sup>e</sup> Sanjay Bhuckory, SC :

## « Ce projet de loi vise à usurper les pouvoirs du DPP »

M<sup>e</sup> Sanjay Bhuckory, Senior Counsel, est catégorique. « Ce projet de loi vise à usurper les pouvoirs du DPP », dit-il d'emblée. Pourquoi ? Simplement parce que la clause 142(1) du 'Financial Crimes Commission Bill' enfreint les sections 72(3) et 72(4) de la Constitution. « Selon la Constitution, c'est seulement le Directeur des poursuites publiques (DPP) qui peut initier des poursuites ou de déléguer ce pouvoir dans certains cas spécifiques », explique-t-il. Et d'ajouter que « selon ce projet de loi, la FCC est en train de s'octroyer ce pouvoir d'initier des poursuites, tandis qu'un tel pouvoir ne peut lui être accordé que par le DPP ».

La clause 142(1)(a) du 'Financial Crimes Commission Bill' ? stipule que « following the conclusion of an investigation and the receipt of a report under section 58, the Commission may institute such criminal proceedings as it may consider appropriate for any offence under this Act or the Declaration of Assets Act ». Ce qui dit noir sur blanc que la commission peut instituer des procédures pénales. « Une telle provision n'existe sous aucune autre loi », insiste M<sup>e</sup> Sanjay Bhuckory. « C'est cet aspect constitutionnel qui me préoccupe le plus. Bien entendu, il y a aussi de grands risques d'abus et de dérapages. Sinon, comment expliquer cet engouement et cette volonté déclarée de la Commission de s'octroyer de tels pouvoirs accrus ? Que peut-on bien reprocher au système et au bureau du DPP actuels, sinon leur totale indépendance ? », s'interroge-t-il

## EDITO



Par Zahirah RADHA  
Rédactrice-en-chef

600<sup>ème</sup> édition

## Un autre jalon franchi

**N**ous disons dans notre 500<sup>ème</sup> édition, le 19 décembre 2021, que le chemin a été long et périlleux. Mais de là à ce jour, le 3 décembre 2023, qui marque notre 600<sup>ème</sup> édition, le pari pour maintenir le journal est devenu encore plus risqué. La Covid-19 a tout chamboulé. Les coûts ont grimpé de façon vertigineuse. La vente a chuté, le pouvoir d'achat des Mauriciens n'étant plus le même. Les publicités dans les médias traditionnels se raréfient, les compagnies préférant se tourner vers les réseaux sociaux pour leurs pubs. La presse dans son ensemble vit des moments difficiles. *Sunday Times* a ainsi été contraint de mettre un frein à sa version papier depuis juin 2022 pour se concentrer uniquement sur la version électronique, et en mettant temporairement nos projets de faire une Web TV au frigo. Mais ce n'est, on l'espère, que partie remise.

Durant ces huit dernières années, nous avons été de tous les combats. Nous avons fait bouger des dossiers. Nous avons révélé d'innombrables scandales. Nous avons contribué à faire tomber des têtes, et pas des moindres. Aujourd'hui encore, cette mission journalistique que nous nous étions fixés à la fin d'octobre 2015 quand la direction avait fait l'acquisition du journal, reste la même. Nous dirons même qu'elle est encore plus audacieuse, puisque les circonstances ont changé. Loin d'en faire un business lucratif, nous avons fait de *Sunday Times* une arme pour dénoncer les injustices, les abus, la mauvaise gouvernance et les scandales. Face au maintien du boycott

publicitaire gouvernemental contre nous, nous n'avons quasiment aucun soutien financier. Nos ressources sont donc limitées. Ce qui rend notre tâche encore plus laborieuse, face aux défis du numérique qui nécessite un partage d'informations en temps réel et aux exigences d'un lectorat qui a soif d'informations fiables, crédibles et recherchées, sans vouloir toutefois mettre à la main à la poche.

Les obstacles, il n'en manque pas. Surtout avec un gouvernement qui ne cesse de multiplier les menaces et les intimidations contre une partie de la presse qu'il considère comme des farouches opposants. Mais pas que. Au fil des années, le régime en place s'est assuré, à travers des lois répressives, de restreindre la liberté d'expression, et celle de la presse avec, alors que la *'Freedom of Information Act'* se fait toujours attendre neuf ans après la promesse électorale faite par la défunte Alliance Lepep. Et on ne sait pas encore ce qui nous attend jusqu'aux prochaines élections. D'où notre engagement, au *Sunday Times*, de ne pas flancher dans notre mission. Nous resterons fermes sur nos convictions et nous nous battons jusqu'au bout pour atteindre nos objectifs. Ce ne sera pas facile, nous le savons. Il ne l'a d'ailleurs jamais été. Mais nous avons la volonté et la détermination pour y arriver. Et tout ce que nous voulons de vous, chers lecteurs, c'est que vous demeuriez à nos côtés pour nous soutenir. Pour votre confiance et votre fidélité, nous vous disons MILLE MERCI.

## Me. Richard Rault : « Une démarche pour attaquer les pouvoirs du DPP »

L'avocat Richard Rault dit d'emblée accueillir certains points positifs évoqués dans le *'Financial Crimes Commission Bill'*, notamment le regroupement de plusieurs textes de lois et d'organismes sous une seule loi et un seul organisme ainsi que l'introduction de nouvelles infractions de corruption dans le secteur privé ou la création du *National Coordination Committee* qui regroupera les instances compétentes pour contrer les crimes financiers. Cependant, il reste sceptique, voire inquiet, par rapport à d'autres dispositions. Il s'inquiète des pouvoirs qu'aura la *'Financial Crimes Commission'* (FCC) pour loger elle-même des poursuites pénales, sans l'aval préalable du DPP. Il y voit là une démarche pour « *attaquer les pouvoirs du DPP* ».

« *C'est une invitation à une guéguerre qui nous a déjà fait tant de mal, comme on le voit en ce moment avec le conflit entre le CP et le DPP. C'est très mauvais en substance* », dit-il. Richard Rault se demande ainsi si le *'Parliamentary Counsel'*, tombant sous l'égide du bureau de l'Attorney General, a consulté comme il faudrait les services du DPP avant que ce projet de loi ne soit élaboré. « *À moins qu'il n'ait reçu des instructions précises d'aller dans ce sens* », poursuit l'avocat.

Richard Rault s'interroge aussi sur l'indépendance de la nouvelle institution. Il déplore ainsi que le directeur général sera toujours nommé sur la recommandation du Premier ministre. « *Il dépendra donc sur le pouvoir en place pour sa nomination et le renouvellement de son contrat. Son indépendance est donc compromise alors que l'idéal aurait été qu'il puisse tenir tête aux politiciens et non d'être 'subservient to them'. C'est une occasion ratée !* » affirme l'avocat qui aurait souhaité voir un triumvirat composé du DPP, du directeur de l'Audit et du directeur général de la MRA, comme il l'avait proposé pour l'ICAC, à la tête de cette nouvelle instance.

D'autant que, selon lui, la *'Parliamentary Commission'* qui aura le pouvoir de suspendre le DG de cette instance, sera composée exclusivement de neuf parlementaires, donc de politiciens, dont cinq seront nommés par le Premier ministre et quatre par le Leader de l'Opposition. « *Non seulement dépendra-t-il d'un politicien, en l'occurrence le Premier ministre, pour le renouvellement de son contrat après trois ans, mais il sera aussi sous la houlette de politiciens alors qu'il lui sera conféré tant de pouvoirs* », se désole Richard Rault.

## Navin Ramgoolam : « Pe fer enn complot »

Lors de la conférence de presse qui a eu lieu après le Bureau Politique du Parti Travailleiste (PTr) le jeudi 30 novembre, Navin Ramgoolam a affirmé que le *'Financial Crimes Commission Bill'* est un complot le visant directement.

« *Ils pensent faire un complot pour m'empêcher d'être candidat aux prochaines joutes électorales. Telman zot peur mwa* », dit le leader du PTr et de l'alliance PTr-MMM-PMSD.

« *On a déjà vu dans le passé les complots montés contre moi (...), mo dir zot fer* », lance Navin Ramgoolam.



## Conseil de district de Flacq

# Des amendements à la loi pour maintenir le président en poste

- Le siège d'un conseiller proche du MSM déjà déclaré vacant, des pressions ministérielles exercées pour en maintenir deux autres en poste alors qu'ils ont démissionné de leurs partis respectifs

Des manigances seraient en cour au conseil de district de Flacq afin que le président puisse être maintenu en poste. Des pressions ministérielles sont ainsi évoquées pour que les sièges de deux conseillers ne soient pas déclarés vacants, surtout après qu'un autre conseiller se trouvant dans le camp du MSM a déjà perdu le sien la semaine dernière. Le but, nous expliquent certaines sources, c'est que le conseil de district ne bascule pas dans l'opposition. Car ce risque serait réel si trois sièges des conseillers proches du pouvoir sont déclarés vacants en moins d'une semaine.

D'ailleurs, le gouvernement semble prendre des mesures extrêmes pour garder le contrôle du conseil de district de Flacq qui a une valeur significative sur le plan politique. Ainsi, le Conseil des ministres a donné son feu vert, vendredi, aux amendements qui seront introduits à la 'Local Government Act' ce mardi. Le projet de loi sera lu en première lecture. « The object of the Bill would be to amend the Local Government Act to provide that the Office of a Municipal City Councillor, Municipal Town Councillor and Village Councillor shall become vacant on the date of publication of such vacancy in the Gazette, and to provide for matters connected and related thereto ». Certains y voient une mesure désespérée, pour sauver le président du conseil de district, Kishore Kumar Jeewoath, un poulain du MSM, tout en gardant cette instance sous l'emprise du soleil.

Il faut faire ressortir que la semaine dernière, le parti du soleil a déjà perdu un de ses éléments au sein du conseil. En effet, le poste du conseiller de district de St. Julien, Chetram Sangam, a été déclaré vacant par le Chief Executive, Dheeraj Gopaul, conformément à la section 39(1)(b) de la « Local Government Act ». Pour cause, il n'était plus membre du parti qui l'avait fait élire aux dernières élections villageoises. Chetram Sangam, alias « jacket vert », est connu pour sa proximité avec le pouvoir. Il s'était manifesté en août 2020 lors de la comparution des ministres Sudheer Maudhoo et Kavi Ramano en

effet, Sawan Racktoo et Mariam Toofail, conseillers de district des villages de Trou-d'Eau-Douce et de Brisée Verdrière respectivement, ont démissionné de leurs partis respectifs, « Nou Parti 2.0 » et « Unity Group of Brisée Verdrière ». « Subsequently, as per Local Government Act, I am requesting you to declare his seat vacant and same be filled by another member of my Group from the Reserve List as submitted to the Electoral Commissioner », ont demandé Jonathan Dardenne et Guinness Lallbeeharry, leaders et présidents de « Nou Parti 2.0 » et « Unity Group of Brisée Verdrière » dans leurs correspondances adressées au Chief Executive, Gopaul Dheeraj, ainsi qu'au Commissaire électoral le lundi 27 novembre 2013.

Une semaine plus tard, rien n'a été fait. Le mercredi 29 novembre, les deux conseillers ont assisté à une réunion du conseil de district, déplorent certains conseillers. Ces derniers allèguent que les ministres Balgobin et Hurdoyal ont animé une réunion en catimini dans le campement du conseiller Racktoo et lors de laquelle ils auraient exercé des pressions sur le CE pour qu'il ne déclare pas leurs sièges vacants. « Président conseil district ti ena mem toupet pou dire dans ene fonction à Camp de Masque dans la semaine ki pas pou arrive nanrien parski pe amende la loi », avoue un conseiller. Les événements semblent lui avoir donné raison, bien que ces « dirty politics » sont dénoncées avec force.

## Le PPS Vikash Nuckcheddy victime d'injures

### Il consigne une déposition contre Chetram Sungum

Le PPS Vikash Nuckchaddy a subi des insultes et des injures lors de sorties à l'occasion de fonctions officielles à Caroline et Trou-d'Eau-Douce le vendredi 1<sup>er</sup> décembre. Celui qui s'en est pris à lui n'est autre que l'ex-conseiller du conseil de district Chetram Sungum dont le siège a récemment été déclaré vacant.

Chetram Sungum, alias « jacket vert », était pourtant un proche du MSM. C'est lui qui avait scandé « Pas tous nou Sudheer » devant la Cour de Mahébourg dans le sillage du procès intentés contre les ministres Maudhoo et Ramano dans l'affaire Wakashio.

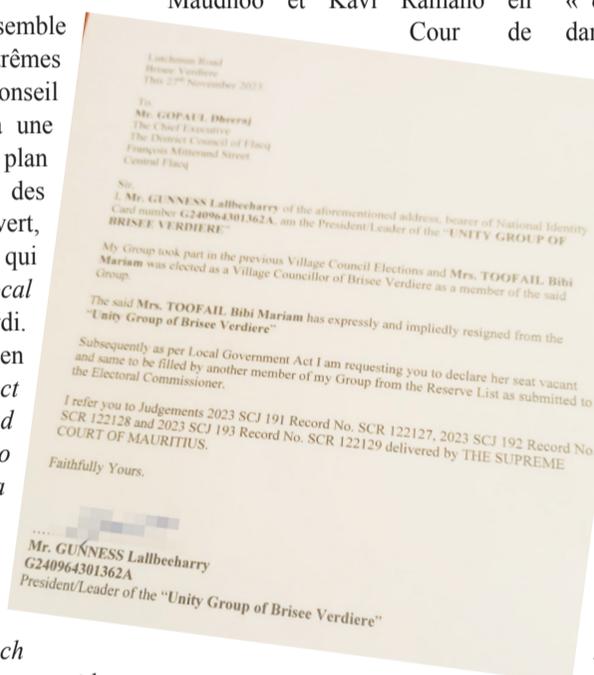
Sa colère envers le PPS Nuckchaddy serait un signe que le gouvernement perd en popularité à Flacq, dit-on. Le PPS a, par ailleurs, consigné une 'Precautionary Measure' au poste de police de Flacq non seulement contre Chetram Sungum, mais aussi le conseiller Sawan Racktoo, dont le siège devrait aussi être déclaré vacant bientôt.

## Le Chief Executive transféré

Le 'Chief Executive' du conseil de district de Flacq, Dheeraj Gopaul, a été muté à Grand-Port, vendredi. C'est désormais M. Reekaye qui assumera les fonctions de CE à Flacq.

## Dharam Kissoon : « Des intérêts du gouvernement en jeu »

« Le gouvernement et les dirigeants du jour font tout pour maintenir leur poulain en poste. Cela parce qu'il y va de leurs propres intérêts », dénonce Dharam Kissoon, conseiller du village de Centre-de-Flacq.



Mahébourg suivant le procès intenté contre eux par Bruneau Laurette dans le sillage de l'affaire Wakashio.

Cette semaine, les sièges de deux autres conseillers proches du MSM devaient être déclarés vacants. En

## Hausse des cas de Covid

# Dr Shameem Jaumdally : « Les personnes âgées sont à risque »

« Avec plus d'une vingtaine de cas enregistrés en moins de 72 heures à Maurice, les Mauriciens doivent prendre davantage de précautions au niveau individuel », déclare le Dr. Shameem Jaumdally. Il est d'avis qu'un sous-variant circule actuellement, expliquant ainsi la hausse dans la détection des cas de Covid-19. « Les personnes sont plus exposées, et les virus d'ordre respiratoire mutent », explique le médecin.

Le sous-variant, Pirola BA.2.86, a été classé par l'OMS dans la catégorie des souches sous surveillance en raison du très grand nombre (supérieur à 30) de mutations de la protéine Spike qu'elle porte. « Il n'y a pas lieu de s'affoler, car c'est devenu tout à fait normal que les sous-variants refassent surface de temps en temps. Nous sommes dans une endémicité. Les gens ne seront pas forcément hospitalisés avec ces infections. Il faut noter également que la Covid-19 ne dépend pas des saisons. La

montée du nombre de cas enregistrés découle du fait qu'un nouveau sous-variant est en circulation », affirme Shameem Jaumdally.

Il attire néanmoins l'attention sur le fait que les personnes âgées et les patients avec des comorbidités sont à risque en cas d'infection respiratoire comme la Covid-19. Il conseille à la population d'être vigilante et de prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter la propagation du virus. Il lance ainsi un appel au civisme.



Me. Richard Rault

## « Anse-La-Raie fait partie des malheureux 14, 5% du littoral qui sont encore accessibles au public »

**Q : Vous attendiez-vous à ce que le promoteur Avinash Gopee se rétracte du projet de développement touristique à Anse-La-Raie ?**

Non, mais nous avons foi dans la validité de not but. Nous nous sommes opposés à ce projet, vu l'immense tort qu'il allait causer à l'écologie de la région, et la perte qu'il aurait représenté pour les vacanciers et les habitants de l'endroit. Nous éprouvions aussi une crainte légitime pour l'avenir du *Youth Centre* qui a permis à plusieurs générations d'enfants défavorisés le plaisir d'avoir accès à la plage et de passer un séjour au bord de la mer.

Que le promoteur ait renoncé au projet, c'est pour le collectif une victoire qu'on apprécie à sa juste valeur. Ceci dit, le danger n'a pas encore été écarté, surtout si le gouvernement compte toujours maintenir le *masterplan*. Selon le Government Notice (GN) 1253 de 2019, la surface de la plage a été réduite de 7, 5 hectares alors que le *masterplan* porte sur une surface globale d'une centaine d'arpents, comprenant le *Youth Centre*, le débarcadère des pêcheurs à St-François - Calodyne, le campement du Gouverneur, la plage publique et la zone que les habitants de l'endroit appellent Mare-La-Raie, à côté du *Paradise Cove Hotel*.

**Q : Pourquoi parlez-vous d'écologie en danger ?**

Cette zone est très importante puisqu'elle compte des mangroves qui servent à la reproduction des alevins, ainsi que des sites de migration pour des oiseaux migrateurs. Ceux-ci arrivent en grand nombre à partir de septembre et allant jusqu'aux mois de février et mars. Le site sert également de reproduction pour des huîtres spéciales connues comme « *Écailles d'Argent* » et d'autres espèces qui ont été identifiées par l'ONG *Reef Conservation*.

**Q : N'y a-t-il eu donc eu aucune étude ou consultation avant l'élaboration de ce projet ?**

Il n'y en a rien eu ! Point de consultation pour déproclamer cette partie de la plage. Et point de consultation avant qu'on n'attribue une lettre de réservation au promoteur. D'où la levée de boucliers des habitants des régions de St. François - Calodyne, Petit-Raffray et Goodlands entre autres, pour montrer leur opposition au projet.

La plage publique d'Anse-La-Raie fait partie des quelque malheureux 14, 5% du littoral qui sont encore accessibles au grand public. Le reste est occupé par des propriétés privées, des hôtels ou encore le port. Du coup, on se sent exclu de notre propre patrimoine.

**Q : Mais Avinash Gopee affirme qu'il y a bien eu des consultations et regrette que ce sont les habitants qui soient les grands perdants car ce développement aurait créé 500 emplois directs et indirects. Ment-il alors ?**

De quels habitants parle-t-il ? Est-il venu pour parler à quelques personnes qui l'ont écouté tranquillement ? En tout cas, ce n'est pas du tout ce qu'on entend dans la région, ou lorsque des dévots se sont rendus à la plage à l'occasion du *Ganga Asnan*, lundi. Les habitants ne veulent pas perdre ce qui leur appartient. Pourquoi ces promoteurs s'entêtent-ils à vouloir prendre ce qui est dans le domaine public ? Pourquoi n'achètent-ils pas des terres qui appartiennent au domaine privé ?

**Q : Il a aussi tenté de tout mettre sur le dos des dirigeants du PTr, en parlant d'acharnement à son encontre. Qu'en pensez-vous ?**

Je suis étonné de voir qu'il soit à ce point tombé dans la démagogie. S'il ne faisait face qu'à l'opposition d'un parti politique, il aurait dû tout simplement faire valoir

son bon droit. Or, il est clair qu'il devait parcourir un chemin parsemé d'embûches, avec la vague de contestations venant des forces vives, des pêcheurs, et des habitants de l'endroit et des régions avoisinantes, entre autres.

**Q : Vous comptez donc maintenir la pression sur le gouvernement en ce qu'il s'agit du *masterplan* ?**

Il est d'intérêt public qu'il y ait des éclaircissements sur le *masterplan*. Je m'étonne qu'une lettre de réservation ait été accordée bien que le *masterplan* n'était à priori pas encore prêt. C'est ce qui ressort de la réponse parlementaire du ministre Deepak Balgobin, qui assurait la suppléance en l'absence du ministre des Terres et du logement, Steven Obeegadoo, le 17 octobre dernier. Or, le 24 octobre, le ministre Obeegadoo venait, lui, confirmer qu'une lettre de réservation sur 50 arpents avait été accordée, alors que le *masterplan* n'était pas prêt, selon ce qu'avait dit le ministre Balgobin une semaine plus tôt, et sans qu'il n'y ait des consultations avec les habitants de l'endroit. Tout cela a été fait pour privilégier M. Gopee au détriment du grand public.

**Q : What next ?**

Une pétition est en circulation aussi bien en ligne que physique. On vise à obtenir le maximum de signatures possibles. En moins d'une semaine, nous avons déjà recueilli 2 200 signatures rien qu'en ligne. Nous nous attendons évidemment à ce que le nombre augmente de façon significative.

Nous souhaitons, par ailleurs, que les autorités fassent des pré-consultations avant que le *masterplan* ne soit dévoilé. Sinon, nous irons de l'avant avec notre contestation. Aujourd'hui, c'est Anse-La-Raie, Roches-Noires, Pomponette, et demain ce sera d'autres plages. L'accès aux plages sera une question centrale lors des prochaines échéances électorales.



**I**l habite dans la région d'Anse-La-Raie et ne veut pas que le patrimoine et l'écologie de cet endroit soient compromis en raison d'un développement touristique. Me. Richard Rault est de ceux qui se battent contre le *masterplan* du gouvernement à travers le collectif « Pas Tous Nou Anse-La-Raie ». Il nous explique sa position...

Propos recueillis par  
**Zahirah RADHA**

## Comportement indigne du Speaker

## Des actions symboliques préconisées pour que l'Histoire retienne ses gaffes

Alors que le Speaker Sooroojdev Phokeer continue de faire son mauvais cinéma, son comportement est de plus en plus décrié. La condamnation est unanime pour ceux qui croient dans les valeurs démocratiques. À l'instar de Dharam Fokeer, ancien ministre et membre de la 'Parliamentary Democracy Foundation' (PDF). « *Je n'ai pas de mots pour le qualifier. Il est une honte pour le Parlement !* », lâche-t-il d'emblée. Il dénonce les expulsions tempestives, injustifiées et répétitives lors de chaque séance. « *Il agit comme il veut et n'a absolument aucune étiquette* », se désole Dharam Fokeer qui avoue n'avoir jamais vu un Speaker pareil durant sa vie politique et sociale. « *Il se comporte avec une virulence inexplicable et méprisante. Il doit s'inspirer des séances parlementaires westministériennes qui sont diffusées sur la BBC s'il veut comprendre le rôle d'un Speaker* », poursuit l'ancien parlementaire.

Dharam Fokeer trouve également inadmissible que le Speaker refuse d'admettre certaines questions alors que celles-ci sont pertinentes et légitimes. Pour lui, si Sooroojdev Phokeer peut agir ainsi, c'est uniquement parce qu'il a la bénédiction du chef du gouvernement. « *C'est le Premier ministre qui est le premier responsable de cette situation car c'est lui qui le tolère. Peut-être que c'est parce qu'ils ont le même caractère* », ironise l'ancien ministre. Et d'ajouter dans la même foulée

qu'il faudrait envisager des actions, ne serait-ce que symboliques, contre le Speaker. « *Tôt ou tard, l'opposition parlementaire devra loger une motion de blâme contre lui, même si elle ne passe pas lors du vote. L'idée, c'est qu'il doit être reconnu, dans l'histoire du pays, comme le pire Speaker qu'on n'a jamais eu* », affirme le membre de la PDF, en soutenant qu'un Speaker « *is supposed to be there to protect the opposition* ». Or, c'est le contraire que fait Sooroojdev Phokeer.

Sheila Bunwaree, politicienne, activiste et sociologue, concède également que le rôle du Speaker est, entre autres, de protéger les minorités, représentées par l'opposition. « *Il doit pouvoir donner une chance équitable*



• **Dharam Fokeer souhaite une motion de blâme contre Sooroojdev Phokeer alors que Sheila Bunwaree plaide pour que les instances internationales soient alertées**

à tous les parlementaires de s'exprimer, en encourageant une 'constructive opposition politics', mais, lui, il ne donne même pas l'occasion à l'opposition de s'exprimer. Il ne fait que jouer le rôle de goalkeeper », dit-elle, en déplorant que le Speaker « *ne comprend pas les standing orders à leur juste valeur* ». Sheila Bunwaree ne mâche d'ailleurs pas ses mots envers le Speaker pour son manque de respect envers

les femmes parlementaires. Trois députées du MMM, rappelons-le, ont été expulsées par Sooroojdev Phokeer, mardi.

« *La violence, la véhémence et l'attitude négative dont il a fait preuve contre des femmes parlementaires de l'opposition est inacceptable et inadmissible* », martèle la sociologue. Elle rappelle, à juste titre, que

l'ancienne Speaker Maya Hanoomanjee avait créé le 'Gender Caucus' justement pour combler les inégalités entre hommes et femmes parlementaires et protéger ces dernières, sous la férule du Speaker. « *C'était une initiative louable et je la félicite pour cela* », d'autant que les femmes, surtout à Maurice bien plus qu'ailleurs, sont généralement tenues à l'écart de la vie politique. « *Ce Speaker vient donc jeter à l'eau ce que son prédécesseur avait fait. La façon dont il a expulsé les trois députées mauves prouve qu'il n'est pas digne d'être un Speaker* », martèle-t-elle.

Sheila Bunwaree insiste qu'il faut que des actions soient prises contre Sooroojdev Phokeer, même si elles ne sont que symboliques. « *It should go down in the historical records of the parliamentary life of the country* », dit-elle. « *Je souhaite que des hommes et des femmes qui ont une indépendance d'esprit, l'opposition dans son ensemble ainsi que la société civile doivent s'unir pour alerter les instances internationales, à commencer par l'Inter-Parliamentary Union' (IPU) et la 'SADC Parliamentary Forum' qui encouragent la participation des femmes en politique. « Il est grand temps de les alerter. Trop c'est trop », martèle-t-elle. Et d'ajouter : « En expulsant ainsi les trois députées du MMM, le Speaker bafoue leurs droits et les empêche d'assumer pleinement leurs responsabilités vis-à-vis de leurs mandants. Il faut que le Speaker arrête avec ce cirque ! »*

Suspendu pour la énième fois

## Rajesh Bhagwan : « La sale besogne laissée au Speaker pour qu'il m'empêche de divulguer des scandales à la CWA »

Le député mauve de la circonscription no. 20 a été expulsé et suspendu une nouvelle fois du Parlement, mardi. Et ce pour les quatre prochaines séances parlementaires. Ce qui fait qu'il ne pourra ni assister aux deux dernières séances de cette année ni aux deux premières séances en mars 2014, à la reprise des travaux après les vacances parlementaires. Une décision que dénonce le député Rajesh Bhagwan, qui estime que le Speaker l'empêche de faire son travail. Mais il se console : « *Mo pane alle Parlement pou gagne suspension moi. Mo là pou fer mo travail de député. Mo ene homme de terrain et mo conscience claire. Mo pa bizin bodyguard pou mars lor simin moi !* », tonne celui qu'on surnomme de « *bulldozer* ».

Rajesh Bhagwan dit ne pas se faire d'illusion quant à l'intention du Speaker Sooroojdev Phokeer. « *Il est clair qu'il (nldr : Speaker) s'était déjà mis dans l'esprit qu'il n'allait pas me permettre de poser de question supplémentaire.*

Ce qui explique pourquoi il n'a même pas regardé en ma direction », dit-il. Et pour cause ! Sa question, expliquait-il, était axée sur le directeur général de la CWA, Prakash Maunthrooa qui est, selon lui, « *ene membre Lakwizinn et ki dans inner circle Lady Macbeth* ». Raison pour laquelle sa question titillait le Premier ministre, croit-il savoir. La sale besogne aurait alors été laissée aux bons soins du Speaker. « *Comment expliquer le fait que je n'ai pas eu droit à une question supplémentaire alors que des fois, même deux ou trois sont permises ?* », s'interroge-t-il. Avant d'ajouter : « *Il (nldr : Speaker) voulait m'empêcher de révéler les scandales à la CWA* ».

Le député mauve soutient qu'il avait « *deux bombes atomiques* » pour Prakash Maunthrooa qui ferait de la politique active, en dépit de son poste à la CWA. Ses questions supplémentaires allaient porter sur l'allocation d'un contrat et aussi sur une somme d'argent que le groupe Mont Choisy aurait remis à la

CWA pour effectuer des travaux en faveur des personnes dans le besoin. « *Il n'y a pas de transparence ! Mo ti pou vine avec tou sala !* » martèle Rajesh Bhagwan. Ce dernier sèmerait aussi la terreur à la CWA. « *Ena staff ine bizin donne démission. Ena ine prend congé forcé* », déplore-t-il. La performance de la CWA laisse à désirer, fait-il ressortir, en relevant de nombreux cas de fuites d'eau. « *Je voulais aussi savoir si le ministre de tutelle comptait à venir de l'avant avec un amendement à la loi pour changer l'appellation de cet organisme de 'Central Water Authority' à 'Central Waste Authority'* », ironise Rajesh Bhagwan dans la même foulée.

Revenant au Speaker, le député du no. 20 rappelle qu'il sera toujours là pour les prochaines élections générales, alors que le poste de Sooroojdev Phokeer est, lui, en sursis. « *Li pou là ziska Parlement dissoudre. Il est, pour moi, du passé. Les nouvelles générations se souviendront de lui comme le pire*



Speaker que ce pays ait connu », dit-il, en ajoutant que le Speaker est un « *laughing stock* » aux yeux du public. Rajesh Bhagwan en profite pour lancer un défi à Phokeer : « *Lui qui parle de démocratie, je le mets au défi de rendre public le nombre de missions officielles qu'il a effectuées et le montant total des dépenses englouties dans les billets d'avion et les per diem* ». Et de lui lancer cette pique : « *Moi mo pane rentre dans club privé gratuit, sans paye nanrien, comme membre honoraire* ».

## Éducation

# Un 'Bright Up Programme' qui s'annonce sombre pour les enfants

Un 'Bright Up Programme' destiné aux élèves qui n'ont pas réussi au 'National Certificate of Education' (NCE) sera lancé à partir de janvier 2024. Il équivaldra au NC2 et s'étendra sur une durée d'un an, établissant ainsi un lien entre le NCE et le NC3 dispensé par le 'Mauritius Institute of Training and Development' (MITD). Cependant, des syndicalistes dénoncent cette initiative en la qualifiant de mascarade visant à dissimuler les lacunes du système '9 year schooling' introduit par la ministre de l'Éducation en 2014. Selon Arvind Bhojun, président de l'Union of Private Secondary Education Employees' (UPSEE), l'introduction de ce programme est une admission flagrante de l'échec de la réforme de 2017 initiée par la ministre.

« La ministre reconnaît ses erreurs en lançant ce 'Bright Up Programme'. Les élèves ont déjà passé 11 ans au lieu de 9 dans ce système en raison de la Covid-19. C'est maintenant qu'elle annonce que les étudiants devront apprendre les bonnes manières et l'éducation physique », déplore le président de l'UPSEE. Arvind Bhojun dénonce également le manque de consultation avec les enseignants et éducateurs sur le terrain, qualifiant cela de « camouflage » car le problème n'a pas été adressé à la source. « La ministre ne propose pas de solution alternative pour les 30 % d'élèves qui échouent dans le système conventionnel. Eski tou reform ki linn amener inn kav empess sa bann zelev la fail ? », s'interroge-t-il.

Il estime que le triage pour déterminer le potentiel des élèves devrait se faire dès les écoles primaires. « Il est nécessaire



de changer et d'améliorer toutes les infrastructures des établissements primaires du pays. C'est à ce moment que nous pourrions envisager une réforme appropriée de notre système éducatif. Tous ces programmes annoncés par la ministre sont contraignants pour tout le monde – élèves, parents et enseignants ! », dénonce-t-il. Pour ce professionnel de l'éducation, un 'chaos social' menace la société mauricienne dans les années à venir. Il est d'avis que les élèves exclus du circuit éducatif sombreront dans les abysses des fléaux qui rongent notre société. « Imaginez l'impact que cela aura sur notre société ! », souligne-t-il.

Arvind Bhojun pointe également du doigt les hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation, les accusant d'être déconnectés de la réalité. « Être dans un bureau et être sur le terrain sont deux choses complètement différentes. Les conseillers de la ministre portent des 'blinkers' et le font volontairement ! Ils vivent dans un 'Wonderland' où tout est beau. La réalité est complètement différente de ce qu'ils pensent ! La ministre, en tant qu'enseignante de carrière, devrait respecter l'avenir des élèves. C'est irrespectueux ! », ajoute-t-il.

## Trial and error, 'outsourcing'...

Même son de cloche du côté du secrétaire de l'UPSEE, Munsoo Kurrimbocus. Il affirme que la ministre joue avec l'avenir des jeunes vulnérables, et qualifie le modus operandi de Leela Devi Dookhun de 'trial and error'. « C'est un 'colorable device' à l'approche des élections. Ce programme a été conçu en catimini, sans consultation avec les parties prenantes du secteur de l'éducation. Nous avons appris que ce projet était basé sur une étude réalisée par des ONG. Le gouvernement a 'outsourced' l'étude à des ONG pour ensuite l'imposer à la population ! Cela n'a pas de sens », s'insurge-t-il. Ce dernier déplore également le manque de dialogue et de consultation avec les enseignants et les syndicats de l'éducation. « Le gouvernement, la ministre et ses conseillers n'ont pas le monopole du savoir ! Il aurait fallu nous consulter avant d'imposer ces programmes. La ministre a gravement fauté. Elle ne maîtrise pas ce dossier. Je me demande à quoi ont servi des années d'expérience en tant qu'enseignante. C'est inadmissible ! », conclut-il.

## Compensation Salariale

# La 'National Trade Union Confederation' réclame Rs 1975

Avant les débats tripartites visant à déterminer le montant de la compensation salariale, les syndicats peaufinent leurs chiffres en se basant sur des formules scientifiques. Ce calcul prend en considération le taux d'inflation ainsi que la dépréciation de la roupie.

La 'National Trade Union Confederation' (NTUC), par le biais de son président Narendranath Gopee, a transmis sa proposition au ministre des Finances, Renganaden Padayachy. La NTUC réclame Rs 1975 en tant que compensation salariale sociale afin de compenser la perte du pouvoir d'achat des travailleurs mauriciens.



Mois	Dépenses en produits alimentaires (R)	Paniers du % CPI (R)	Inflation	Inflation cumulative
Déc 2022	13,557	33995		
Jan 2023	13,842	34708	+2.1	2.1
Fév 2023	14,223	35089	+1.1	3.2
Mars 2023	15,067	35905	+2.3	5.5
Avril 2023	15,942	36780	+2.4	7.9
Mai 2023	16,528	37394	+1.7	9.6
Juin 2023	17,442	38280	+2.4	12.0
Juillet 2023	16,643	37509	-2.0	10.0
Août 2023	17,452	38288	+2.0	12.0
Sept 2023	17,394	37580	-1.8	10.2
Oct 2023	17,392	37092	-1.3	8.9
Nov 2023	17,324	37240	+0.4	9.3
Déc 2023	—	37280	+0.1	9.4
Inflation cumulative pour 2024			=	9.4%
Dépréciation de la roupie 2024			=	2%
Compensation %			=	11.4%
Compensation absolue 2024			=	Rs 1975
Demande de compensation 2024			=	Rs 1975.00

## STC

## Un 'Commercial Manager' demande aux propriétaires de boulangeries de payer les heures supplémentaires

Le président de l'Association des Propriétaires de Boulangeries (APB), Nasser Moraby, ne peut croire en l'audace d'un 'Commercial Manager' de la 'State Trading Corporation' (STC). En effet, préoccupé par le bien-être des consommateurs mauriciens, il a adressé une requête à la STC pour que les entrepôts de l'organisme soient ouverts le samedi 23 décembre, étant donné que le 25 décembre, un lundi, sera un jour férié. La demande a été formulée dans le but de permettre aux camionneurs de prendre les cargaisons de farine et de les livrer aux boulangeries du pays le samedi même. Sinon, le lundi 25 décembre, il pourrait y avoir une pénurie de pain le jour de Noël.



Un 'Commercial Manager' de la STC aurait rejeté sa requête, tout en laissant entendre que si l'APB pouvait payer les heures supplémentaires des officiers de la STC, il serait disposé à ouvrir le samedi 23 décembre. Nasser Moraby qualifie cette proposition d'affront direct. Il déplore également la qualité médiocre de la farine fournie par la STC.

Il fait allusion à une connivence entre la STC et Les Moulins de La Concorde (LMLC) visant à manipuler ou à éviter les 'baking tests', comme demandé par l'APB. « La dernière fois, ils avaient truqué les 'baking tests' en ajoutant des améliorants pour pallier la mauvaise qualité de la farine fournie par la STC. Ce sont les consommateurs qui en paient les frais », dénonce le président de l'APB.

## Extended Stream : Taux de réussite de 37% au collège St Helena

Cette réussite est le fruit du travail abattu durant l'année scolaire, selon le recteur du collège, Riad Hullemuth. « Au collège, nous travaillons comme une famille. Il y a une excellente relation entre parents, enseignants et personnel non-enseignants », déclare-t-il.

Selon le recteur, un plan de révision a été mis en place pour le troisième trimestre. De plus, les enseignants ont contribué financièrement pour toutes les photocopies et 'work book' des élèves. Il estime que l'établissement est une référence pour le pays en matière d'extended stream', et veut partager cette réussite ainsi que ces expériences avec le ministère de l'éducation.

« Nous remercions infiniment le créateur, nos enseignants et le personnel non-enseignants », conclut Riad Hullemuth.

Journée internationale en solidarité avec le peuple palestinien

## Un boycott des produits israéliens aidera-t-il dans ce combat ?

Le 29 novembre marquait la célébration de la «Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien», en lien avec l'adoption de la résolution 181/1947 par l'Assemblée générale des Nations unies sur le plan de partage de la Palestine. Lindley Couronne, directeur général de 'DroitS huMains Océan Indien' (DIS-Moi), dénonce le massacre à ciel ouvert que subit le peuple palestinien. Il déplore le silence de l'Occident, qualifiant la non-réaction des pays européens et des États-Unis de monstrueuse. « *La non-réaction de l'Occident et des pays européens me tue. Cela ne me donne pas envie de travailler avec l'Ambassade des Etats-Unis à Maurice. Les associations qui perçoivent des finances pour faire avancer l'agenda des USA doivent mettre fin à cette complicité. Ainsi, les Etats-Unis pourront se rendre compte de ce qu'ils font. Idem pour les pays arabes.*

*L'argent compte plus pour eux que la vie des Palestiniens », regrette-t-il.*

Le défenseur des droits de l'homme souligne également le manque de prise de position concrète de l'État mauricien, regrettant l'absence de déclaration en faveur d'un cessez-le-feu immédiat. Il compare la situation à l'apartheid en Afrique du Sud, dénonçant le massacre du peuple palestinien qui perdure depuis presque un siècle, pointant du doigt Netanyahu, les États-Unis et les grandes puissances européennes. Selon Lindley Couronne, le boycott des produits des colonies israéliennes serait purement symbolique.

Alain Ah-Vee de Lalit, également un fervent défenseur de la cause palestinienne, estime, pour sa part, que le boycott des produits israéliens pourrait infliger un isolement politique



et économique à Israël. « *Il faut que la communauté internationale dénonce avec force ce génocide inacceptable du peuple palestinien. Des enfants et des femmes sont massacrés en plein jour ! C'est sans précédent et totalement inacceptable. C'est l'occupation la plus brutale de l'histoire* », dit-il. Il considère cette journée internationale comme une

opportunité pour la communauté mauricienne de manifester son soutien aux Palestiniens et encourage le gouvernement mauricien à demander un cessez-le-feu immédiat.

La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien offre traditionnellement au monde entier l'occasion de rappeler que la question palestinienne demeure non résolue, et que les droits inaliénables du peuple palestinien, tels que définis par l'Assemblée générale de l'ONU, n'ont pas encore été pleinement réalisés. Ces droits incluent le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale, ainsi que le droit des Palestiniens à retourner dans leurs foyers et vers leurs biens, d'où ils ont été chassés.

Portrait

## Adil Dookhee, champion de Jui Jitsu :

### « Je regrette que mon père ne soit pas là pour voir mon sacre »

Il a brillé dans la catégorie des -94kg à Marrakech. Adil Dookhee, de Plaine-Verte, a fait la fierté des Mauriciens en ramenant une médaille d'or et deux médailles d'argent du Maroc. Il a été sacré champion d'Afrique de Jiu-Jitsu. Il a toutefois un regret. « *Je regrette que mon père ne soit pas là pour voir mon sacre !* », dit l'athlète. Le père d'Adil Dookhee n'est plus de ce monde depuis 2021. Le champion d'Afrique avait un lien très étroit avec lui.



« *C'est mon père qui m'a introduit au sport, c'était le seul à savoir ce que je veux accomplir dans ce domaine. Il m'a initié au judo à l'âge de 6 ans (...), bien qu'il savait que c'était difficile de vivre du sport à Maurice, et m'a toujours encouragé à faire de mon mieux et à donner le maximum. Il était fier de moi* », laisse entendre Adil.

Agé de 28 ans, ce coach de fitness vit avec sa maman. Il partage souvent des vidéos sur les réseaux sociaux le montrant en train de faire des entraînements de haut niveau. « *Un homme doit rester concentré sur ses objectifs ! Je ne suis pas encore marié et je n'ai pas de copine ! Il est facile de succomber aux charmes des filles et en route, on perd notre objectivité.*

*Ma foi en Allah me protège des tentations et je me consacre à mes objectifs », confie Adil.*

#### Du Judo au Jiu Jitsu

Bien qu'Adil soit judoka, il pratique également le Jiu Jitsu. L'athlète affirme qu'il a préféré quitter la Fédération de Judo de Maurice, car il déplore le monopole qui s'y est installé. « *J'étais le mal-aimé là-bas. Malgré mon très bon niveau, ils ne me sélectionnaient jamais pour participer à des compétitions. Ils choisissaient les athlètes qui leur convenaient. J'ai toujours des projets pour le judo, mais tant que les dirigeants de la fédération ne délogeront pas de leur siège, je ne mettrai pas les pieds sur un tatami pour eux (...). Ce sont des jouisseurs avec beaucoup d'impunité* », lance le champion d'Afrique. Ce dernier crie à l'injustice pour ce que la Fédération de

Judo lui a fait subir. « *Les dirigeants sont incompetents !* », martèle-t-il. L'athlète déplore les 'magouilles' qui y ont lieu.

Le jeune homme travaille comme coach de fitness dans une salle de gym à Maurice. Depuis la mort de son père, les responsabilités familiales reposent sur ses épaules. Entre l'entraînement et le travail, Adil jongle pour trouver un équilibre et une stabilité.

« *Cela coûte beaucoup d'être un athlète de haut niveau. Nous ne sommes pas subventionnés par l'État à 100%. Il me faut trouver au minimum Rs 25 000 par mois avant même que je pense à faire quelque chose pour moi. Je vis avec ma maman et nous sommes locataires. Le loyer s'élève à Rs 5000, les factures à Rs 2500, l'essence pour me rendre à*

*l'entraînement à Curepipe quatre fois par semaine me coûte Rs 6000. Il me faut Rs 2000 par semaine pour mes suppléments et ma nourriture. Je dois payer une location de Rs 6000 par mois dans la salle de gym où je travaille. C'est difficile financièrement, je ne le cache pas ! Mais par la grâce d'Allah, je m'en sors* », dit Adil avec beaucoup d'optimisme.

Le 'stipend' de Rs 4000 du gouvernement ne couvre pas grand-chose laisse entendre le jujitsuca.

« *J'ai dû mendier pour trouver un sponsor afin de pouvoir participer à ce tournoi au Maroc. Beaucoup d'athlètes sont dans le même cas que moi. Nous avons du potentiel, mais nous manquons de fonds pour concrétiser nos rêves et faire flotter le quadricolore en haut du podium* », conclut-il.

600<sup>e</sup> édition

# Huit années marquées par des exclusivités

Nous voilà arrivés à la 600<sup>ème</sup> édition. En huit ans, depuis qu'Assabah News Ltd, a pris les rênes de Sunday Times, notre devise a été la même : informer sans faveur ni frayeur. C'est un pari que nous avons relevé jusqu'ici, non sans heurts. Des exclusivités, nous en avons révélé à la pelle. Des têtes, nous en avons fait tomber. Des changements, nous en avons provoqué pas mal. Bref, nous avons été au-devant de la scène pour vous informer et provoquer un changement, conformément à notre mission. Ci-dessous un aperçu de nos nombreuses exclusivités au fil des années...

**SUNDAY TIMES** - 22 mai 2016 - 40 pages - No 230 - Rs 15  
**Pravind Jugnauth ministre des Finances s'il serait blanchi**  
 Statutory Bodies Mutual Aid Association  
**Des irrégularités dénoncées à la police**  
 Le Chairman Peerbaccus : « Des dépenses sans l'approbation du comité »  
 La FSC, la Banque de Maurice et le ministère des Services financiers et de la Bonne gouvernance alertés  
 La dernière AGM a eu lieu le 23 décembre 2014

**SUNDAY TIMES** - 10 avril 2016 - 40 pages - No 226 - Rs 15  
**Une extorsion de fonds publics déguisée**  
 Maldonne autour de l'allocation d'un contrat par le MSC  
**Vaine tentative de Yogida Sawmynaden d'étouffer l'affaire**  
 « Zotte pou donne toi éne chèque officiel. Mo pou donne toi le reste en cash. Selma mo oulé ki sa fini la même »

**SUNDAY TIMES** - 7 août 2016 - 40 pages - No 243 - Rs 15  
**Community Shield (ce dimanche à 19h)**  
**Leicester/Man Utd : Un premier trophée pour Mourinho ?**  
**Enième gaffe de Soodhun**  
**Jet privé**  
**Questions publiques**

**SUNDAY TIMES** - 14 août 2016 - 40 pages - No 244 - Rs 15  
**Un choc d'entrée**  
**Vaccins inappropriés contre la fièvre aphteuse**  
**Grosse bévue !**  
 Soodhun s'éclipse

**SUNDAY TIMES** - 19 mars 2017 - 40 pages - No 274 - Rs 15  
**Manchester City vs Liverpool**  
**Les Citizens sous la menace des haies**  
**Axe Gurib-Fakim-Sobrinho**  
**La présidente doit-elle démissionner ?**  
 Aménah Gurib-Fakim aurait enfreint la loi occupant le poste de Directrice de Planet Earth Institute Ltd alors qu'elle est Chef d'Etat  
 Selon le chapitre 4, section 26(4b) de la Constitution, la présidente ne peut « exercer any profession, calling or engage in any trade or business »  
 Yousof Mohamed : « Il faut qu'elle parte ! »

**SUNDAY TIMES** - 5 mars 2017 - 40 pages - No 272 - Rs 15  
**Retour de Soodhun en jet privé**  
**Vérités cachées**  
**Pleins feux sur les neuf berlines d'Alvaro Sobrinho**  
 Des Jaguar, des Land Rover et un Nissan Juke coûtant au total quelque Rs 50 millions mis à la disposition de plusieurs personnalités politiques et autres  
 L'ombre du milliardaire angolais plane sur les plus hautes sphères de l'Etat  
 Atteint d'une maladie rare  
**Le douloureux combat d'Abdul Nauzeer**  
 Sabale record d'honneur à Maurice  
**Quand la douane est pourrie**  
 la mafia sévit  
 A chaque fois que le MSM est au pouvoir, le trafic de drogue est en plein boom...  
 Rajiv Servansingh : « L'affaire Sobrinho a terni la réputation de Maurice en tant que juridiction financière »

**SUNDAY TIMES** - 21 mai 2017 - 40 pages - No 283 - Rs 15  
**A la requête de P.Jugnauth et R.Bhadain**  
**Des émissaires envoyés à Paris en avril 2015 pour négocier avec Dawood Rawat**  
 « The deal is once we get the agreement sorted out, they don't touch you, your children and your executives. What has started will die a natural death »  
 Son interrogatoire débutera dès aujourd'hui...  
**Navin Kistnah en Star Witness**

**SUNDAY TIMES** - 16 avril 2017 - 40 pages - No 278 - Rs 15  
**Favoritisme allégué**  
**La notaire Wenda Sawmynaden aurait empoché plusieurs millions de roupies**  
 L'épouse du ministre Yogida Sawmynaden représente les intérêts de divers organismes publics, dont la NHDC  
 Gilles l'Entête, MD de la NHDC : « C'est vrai qu'elle a obtenu plus de contrats que les autres [...] mais elle n'a pas été favorisée »

**SUNDAY TIMES** - 30 avril 2017 - 40 pages - No 280 - Rs 15  
**Abolis sous le précédent régime**  
**Le gouvernement renoue les liens commerciaux avec Israël**  
 Un contrat allié par le CEB à ECI Telecom, une compagnie israélienne qui fournirait également les forces de défense d'Israël militant en faveur de la cause palestinienne  
 Cette décision est perçue comme une trahison pour ceux qui militent en faveur de la cause palestinienne

**SUNDAY TIMES** - 11 août 2017 - 40 pages - No 305 - Rs 15  
**Encanteurs et marchands de légumes font de la résistance**  
**Chute fatale en Australie**  
**Shazia Edah Tally était sur le point de se fiancer**

**SUNDAY TIMES** - 1<sup>er</sup> octobre 2017 - 40 pages - No 302 - Rs 15  
**Affaire des sextos**  
**Latchmee Devi Adheen : « Je ne me laisserai pas intimider »**  
 Contrairement à lui, je ne suis pas payée des fonds publics. C'est lui qui doit rendre des comptes à la population !

**SUNDAY TIMES** - 26 mai 2017 - 40 pages - No 284 - Rs 15  
**Aadeeb Kamil Final Year 2016**  
**Farheen Ruttun rafle le premier prix**  
**Sattar Hajee Abdoula**  
**Rs 26 millions pour négocier avec Dawood Rawat**  
 La réclamation de Rs 26 millions de Sattar Hajee Abdoula au groupe BAI

**SUNDAY TIMES** - 14 juin 2017 - 40 pages - No 285 - Rs 15  
**Enquête exclusive**  
**Entrées et sorties au port**  
**Sécurité déficiente !**  
 Les autorités sont-elles sincères dans leur lutte contre la drogue ?  
 Ces mesures annoncées mais qui ne décollent pas  
 Kedar Chapekar, CEO de Garware Infra Projects Ltd, allégué : « Soodhun m'a demandé un million de roupies »

**SUNDAY TIMES** - 16 août 2017 - 40 pages - No 303 - Rs 15  
**Des menaces de mort prof**  
**Me Reza Uteem : « Yerrigadoo est tout aussi coupable de blanchiment d'argent »**

**SUNDAY TIMES** - 11 août 2017 - 40 pages - No 305 - Rs 15  
**Sojour et diner double gratuits pour Etienne Simatambon**  
**Ya-t-il eu abus ?**

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 31 mars 2019 - 40 pages - No 377 - Rs 15

**Liverpool vs Les Spurs et Harry W**

**Recrutements douteux à la Santé et à l'Administration régionale**  
**Une dizaine de neveux-nièces embauchés par Anwar Husnoo**  
Le rapport de l'Audit épingle le ministère de la Santé pour avoir abusé de la délégation de pouvoirs en ce qui concerne les embauches

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 15 octobre 2017 - 40 pages - No 304 - Rs 15

**Grâce présidentielle**  
**Une remise de plus de cinq ans accordée à Peroomal Veeren...**  
... alors qu'il n'en avait pas droit, faisant face à un procès au moment de bénéficier de cette faveur

**Jack Bzball**  
« Ceux qui ont licencié des gens illégalement doivent répondre pour les pertes de Rs 242 millions »

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 3 mars 2019 - 40 pages - No 373 - Rs 15

**Après l'épisode des taxis**  
**Tarolah dans « caro canne » avant l'échéance**  
Pris en flagrant délit en bonne compagnie à Montagne Blanche

**Suneal Singh Purgus strikes again**  
Il aurait ordonné un paiement de Rs 215 000 au profit des membres d'un comité illégal

**Lors d'une réunion de la MTTF le 19 février**  
**Yogida Sawmynaden CLAQUÉ par un membre!**  
« C'est la main de la Déesse Amen qui l'a claqué, » ironise le présumé offensé du ministre des TICs

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 6 septembre 2020 - 40 pages - No 440 - Rs 15

**Naufrage au large de Poudre d'Or**  
**C'est avec l'ancre récupérée d'un petit 'tug' que SGD naviguait**  
Le capitaine Bheenic toujours introuvable après six jours

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 5 mai 2019 - 40 pages - No 382 - Rs 15

**Abattage de cinq cabris en gestation en une semaine par la MMA**  
**Un éleveur pénalisé blâme l'incompétence des autorités concernées**

**Ravi Rutnah traite Dayal de « Bal kouler » et déclare :**  
**« Li pas pou allé sa p\*\*\*\* là »**  
C'est ce que l'élu du ML avance, dans un langage très fleuri, lors d'une conversation téléphonique

**Bande sonore incriminante**  
**Ravi Rutnah estime qu'il faut « b\*\*\*\* dehors » les « vié couyons », dont Ivan Collendavelloo !**

**Navin Ramgoolam**  
**« L'arme communale, la dernière arme des Jugnauths »**

**Une Mauricienne et ses deux enfants bloqués à La Réunion**  
**« Nous ne sommes qu'à 30 minutes de Maurice ! »**

**Paiement du WAS en attente**  
**Des employés privés de salaires**

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 28 avril 2019 - 40 pages - No 381 - Rs 15

**Lors d'une fonction de la MYF**  
**Une lauréate dit avoir été victime d'un traitement raciste au MGI**  
Les cours de l'Islamic Studies y seraient bientôt abolis?

**Construction d'un mur en béton à moins de 45 m d'une vasière**  
**Le couple Boygah a-t-il enfreint les règlements ?**

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 12 décembre 2021 - 32 pages - No 499 - Rs 15

**Achat de Molnupiravir : Vol au détriment de l'État et du peuple**  
**Quincaillerie, bijouterie, hôtel et maintenant... Jackpot de Rs 70 millions pour le directeur d'une compagnie de sécurité proche du MSM**  
« Pe coquin l'argent lepep », s'insurge l'opposition qui réclame la démission ou révocation immédiate du ministre de la Santé

**Arvin Boolell**  
**« N'y a-t-il pas un primaire case contre les ministres Jagutpal et Sawmynaden ? »**

**Des dépenses excessives dénoncées**  
**Réplique cinglante d'Eshan Juman à Kailash Jagutpal**

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 29 septembre 2019 - 40 pages - No 403 - Rs 15

**Annonce d'un de vic Tentative les vic**

**Exclusive**  
**Dawood Rawat :**  
**« Anerood m'avait convoqué au Réduit pour me demander de racheter Medpoint »**  
« Le fait que je porte le nom de Rawat et que ma famille soit originaire du Gujérat ne me donne pas la légitimité de m'aventurer dans certains secteurs de l'économie »  
« Il y a d'abord le MSM d'Anerood et puis celui de son fils. Je me souviens des fois où le père disait que les contributions devaient lui parvenir et non à son fils »  
« Je n'ai jamais nié être 'un' des amis de Ramgoolam. Cette amitié est un héritage familial. Cette amitié n'a jamais influencé mes affaires. Cette amitié, je l'ai payée cher. Cette amitié, je l'assume »

**SUNDAY TIMES** Libre d'Informations  
Dimanche 28 juin 2020 - 40 pages - No 430 - Rs 15

**Achat de 'disposal sterile gown' au coût total de Rs 42 millions auprès d'Hyperpharm Ltd**  
**Une unité achetée à Rs 1667 alors que le prix normal est moins de Rs 500 !**  
Le ministre de la Santé, Kailash Jagutpal, au pied du mur suite à ce nouveau cas de dilapidation des fonds publics au profit des agents politiques

**Bal contrats au ministère des Arts et du Patrimoine culturel**  
**Des appels d'offres lancés un jour pour être clôturés le lendemain**  
Aucune urgence ne justifie ce court délai  
Visent-ils à favoriser des proches ?

**Soukaina Jamal Eddine-Oozeerally, nutri-thérapeute**  
**« Un jeûne effectué dans le respect de la physiologie, peut être une thérapie »**

**Laina Rawat**  
**« Je n'ai jamais dit que Bhadain est exonéré de tout blâme ! »**

**CHCL**  
**Un ancien haut fonctionnaire dit proche de « lakwizinn » recruté comme directeur-général**  
L'heureux sélectionné n'aurait même pas participé à l'entretien d'embauche

**Sa voiture saccagée par des « agents du MSM »**  
**Iqbal Ghani se dit être persécuté par Pravind Jugnauth**

**Achats de médicaments et d'équipements médicaux**  
**La Metformin acquise auprès d'Hyperpharm Ltd à 450% plus cher**  
Une autre compagnie en a livré 2, 9 millions à Rs 0, 22945 à l'unité pendant la même période

**Interview**  
**« Je n'ai jamais dit que Bhadain est exonéré de tout blâme ! »**

# Avec Netanyahu, il faut craindre le pire à Gaza

Des zones d'ombre subsistent sur les attaques du Hamas dans les colonies israéliennes le 7 octobre dernier. Un étrange document tente de disculper le premier ministre israélien de toute responsabilité. Ce dernier a mis fin vendredi au cessez-le-feu qui avait permis l'échange d'otages et de prisonniers. Les bombardements intensifs ont repris.

Tout n'a pas été dit, loin de là, sur les attaques du Hamas le 7 octobre dernier qui avaient fait 1200 morts dans les colonies juives implantées sur le territoire occupé de Gaza. On n'a toujours pas compris comment quelques dizaines de militants du Hamas ont pu traverser les épais fils de fer barbelés à la frontière qui est surveillée nuit et jour, non seulement par des soldats armés jusqu'aux dents, mais aussi par des technologies de surveillance des plus sophistiquées. Ce n'est pas tout. Comment ont-ils pu attaquer des centaines d'Israéliens et ramener plus de 200 otages sans que les forces militaires n'interviennent à temps ? Y a-t-il des complicités israéliennes ?

Les réponses selon lesquelles les soldats affectés aux postes-frontières faisaient une petite sieste ne convainquent personne. Intriguée avec raison, l'opposition israélienne exige des explications et acculé, le premier ministre Benjamin Netanyahu a fini par admettre que les responsables, y compris lui-même, devront rendre des comptes. Mais pour lui, les morts, les blessés et les otages israéliens suffisent pour entreprendre la violente punition collective de Gaza.

Tant pis pour les règles de guerre qui tiennent compte des principes de proportionnalité. A ce jour, les bombardements aveugles ont déjà fait plus de 15000 morts et des dizaines de milliers de blessés. Sans oublier quelque 1,7 million de Gazaouis jetés dans des camps de réfugiés dans leur propre pays. La punition a aussi consisté à priver la bande de Gaza d'eau, de nourriture et d'essence jusqu'à l'arrivée au goutte à goutte de l'aide d'urgence internationale.

## L'armée israélienne savait pour le 7 octobre

Voilà qu'un nouveau document, qui laisse songeur, est apparu jeudi à New York. Selon le New York Times, des responsables israéliens ont obtenu le plan de bataille du Hamas pour l'attaque de 7 octobre il y a plus d'une

année. Le quotidien américain dit avoir pu consulter ce document « d'environ 40 pages qui a largement circulé parmi les dirigeants de l'armée et des services de renseignement israéliens ». Il décrit « point par point », exactement le type d'attaque qui a entraîné la mort de 1200 personnes en territoire israélien. Le document ne dit pas implicitement si le premier ministre Netanyahu était parmi ceux qui en étaient au courant. Une façon de le disculper de tout coup monté.

Les otages, otages de Netanyahu L'apparition de ce document, dont le New York Times fait écho, coïncide avec la fin de la trêve décidée unilatéralement par le premier ministre israélien. Ce dernier a pris sa décision alors même que les Etats-Unis, par la voix de leur Secrétaire d'Etat Antony Blinken, en demandaient la prolongation afin de permettre davantage d'échange d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens. Benjamin Netanyahu a également envoyé balader les diplomates qataris qui ont œuvré et



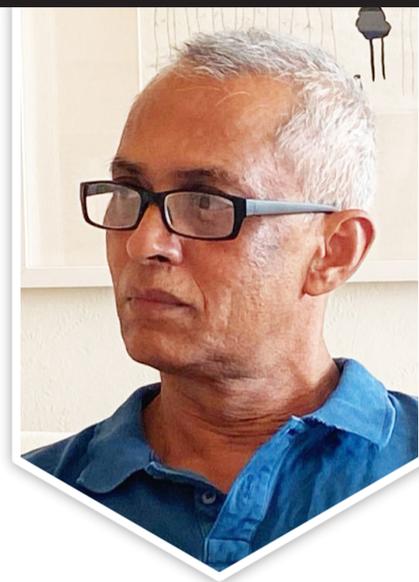
obtenu un cessez-le-feu, et, in fine, la libération de 80 otages israéliens et 240 prisonniers palestiniens. De son côté, le mouvement indépendantiste armé palestinien a aussi fait savoir jeudi soir sa volonté de poursuivre la trêve. Question : pourquoi le premier ministre israélien a-t-il saboté les efforts diplomatiques qui ont commencé à donner des résultats ? Est-il engagé dans une fuite en avant ? Préfère-t-il sacrifier ses compatriotes afin de poursuivre ses objectifs militaires et politiques ? Il fonce tel un éléphant dans un magasin de porcelaine sans se préoccuper de l'inévitable et irréparable casse. Dans ce contexte, pour Gaza, le pire est à craindre.

## Le projet du Grand Israël

Force est de constater que le chef

de guerre israélien n'a toujours pas pipé mot sur ses intentions et ses objectifs finaux, et encore moins sur les moyens et le délai pour les atteindre. Ce qui laisse perplexe et à penser que l'anéantissement de Gaza et son annexion au projet de Grand Israël sont dans sa ligne de mire. Sur le terrain, rien ne semble pouvoir l'arrêter. Même si les Etats-Unis ont donné leur bénédiction à la punition collective de Gaza, ils ont exigé que Benjamin Netanyahu présente un plan de sortie de crise. Entre-temps, ils ont demandé à l'armée israélienne d'épargner la population civile et les infrastructures sociales à Gaza. Vœu pieux puisque les bombardements qui ont repris vendredi matin ont fait près de 200 morts.

« Les gens sont à un point de rupture, les hôpitaux également, et toute la bande de Gaza est dans un état très précaire », a dénoncé Robert Mardini, directeur général de la Croix-Rouge internationale, cité par Le Temps de Genève. La reprise des combats ramène les habitants de Gaza « à la situation



Par Ram Etwareea

l'éventualité de la moindre négociation avec les Palestiniens, et encore moins l'éventualité d'une coexistence côte-à-côte de deux États, la Palestine et Israël.

La fuite de ce fameux document au New York Times semble être une véritable tentative de disculper Benjamin Netanyahu, d'abord auprès de la population israélienne, et ensuite auprès des États alliés qui se posent aussi des questions, non seulement sur sa responsabilité, mais aussi sur les motifs de bombardements aussi massifs sur la population civile palestinienne. Il suggère que oui, Israël aurait été au courant des plans d'attaque du Hamas, mais ne les aurait pas pris au sérieux.

Les différents experts du renseignement ayant eu accès à ce document auraient estimé qu'« une attaque d'une telle ampleur dépassait les capacités du Hamas », ajoute le New

York Times. En juillet dernier, des analystes se seraient toutefois inquiétés d'exercices menés par le Hamas, correspondant aux opérations décrites dans le document. Un colonel de l'armée israélienne aurait répondu qu'il s'agissait d'exercices liés à un scénario « totalement imaginaire » et non à ses réelles capacités militaires. A croire ce document, l'armée israélienne, qui est omniprésente à Gaza, a regardé les hommes du Hamas s'entraîner à faire la guerre contre Israël, sans réagir. Foutaises. Car à Gaza sous la brutale occupation, on ne lève même pas le petit doigt sans l'approbation des militaires israéliens.

cauchemardesque dans laquelle ils se trouvaient avant la trêve », dont « la souffrance, la peur, l'anxiété et les conditions de vie précaires des 2,4 millions d'habitants du territoire. »

Le Haut-Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, Volker Türk, est tout aussi inquiet. « J'exhorte toutes les parties et tous les États ayant une influence sur eux à redoubler d'efforts, immédiatement, pour garantir un cessez-le-feu », a-t-il déclaré vendredi dans un communiqué, jugeant très troublantes les déclarations israéliennes sur « une expansion et une intensification » de l'offensive.

## Aucun scénario de sortie de guerre

Notons que le premier ministre israélien n'a évoqué à aucun moment

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

## Struggles for Independence / Guerres de Libération

# From India to Kenya to Palestine

So many human groups have in the past launched a struggle (in some case a war) for their liberation and establishment of an independent country. For example the American war of independence against the British. In India the struggles for independence from Britain was led by Gandhi and Nehru. In the 20th century, African independence movements were witnessed, as a wave of struggles for independence from European/colonialist rule. For example Kenya, led by Jomo Kenyatta, Algeria for its liberation from France, Mozambique and Angola for liberation from Portuguese rule, Malagasy nationalists revolt against the French as from March 1947, Eritrea from being an Italian colony from 1890–1941, then having to struggle against domination by Ethiopia, Namibia against German rule, South Africa led by Nelson Mandela against internal apartheid rule – and so many others.

Now, let us-let the world-recognise the ongoing struggle /war of the Palestinians people for their land, freedom and independence from Israeli control and rule.

How did populations fight for their independence? The Kikuyu under Jomo Kenyatta had no choice against the complete refusal of the British

to release the extremely fertile up-country lands which they took and of course refused any form of self-rule or independence. So they took arms and for years fought, during the Mau-Mau revolt.

Years of nonviolent resistance to British rule, led by Mohandas Gandhi and Jawaharlal Nehru, eventually resulted in Indian independence in 1947. But large-scale communal violence took place before and after the subcontinent partition into two separate states - India and Pakistan.

**Palestine:** Palestine as a region once stretched from the shores of the Mediterranean eastwards beyond the Jordan river. Before 1948, Palestine was home to a diverse population of Arabs, Jews, and Christians. The six million Palestinians today are scattered throughout the Middle East (in particular in Jordan where they have been well received and integrated), in North Africa, Europe, the Americas, while 2 million are concentrated in the tiny Gaza strip plus in the West Bank. In 1948 after World War II the United Nations voted to partition Palestine (the region) between Jews and Arabs. Israel was thus created: it thrived and developed, with a population of over 6 million. An independent Palestinian state was never established. Several

wars ensued including the violent Six Day War of 1967. After which violence continued with the Palestinian intifada and Israeli military and police control. While all the time a gradual taking over of Palestinian lands (In the West Bank, Jewish settlements now account for up to 30% of the population).

The Israeli leadership is looking for ways to guarantee the continued incorporation of the largest possible portions of the West Bank into Israel and to guarantee full and permanent domination of the Palestinians in order to thwart their ability to challenge these policies. Their struggle dates way back to 1947.

It is important to note that none of the Israeli options so far offer a genuine partition of the land of Palestine into two independent states.

### The future, in peace not at war!

*“The Palestinians are an immensely varied and sophisticated people with a very high literacy rate. They are Muslims as well as Christians”* (National Geographic, June 1992). The 6 million of them absolutely deserve their independent state, completely out of Israeli control, as likely to be guaranteed by the United Nations, Jordan, Qatar, Egypt and now the EU and the USA of Biden. So this 2-state

solution (Israel and Palestine) is the only solution for peaceful and just living. Israel was established in May 1948, will Palestine be established early in 2024? Seventy-five years too late, but better late than never!

As soon as the exchange of hostages and prisoners is complete, followed by an extension of the ceasefire, control over the weapons of Hamas, negotiations and discussions must open to delimit each state and set its borders, with no reduction whatsoever of Israeli territory but the definition of a new Palestine. A possible good basis for the 2-state solution is the Ecological Road Map (ERM) of Atchia, giving Palestine access to land, sea, fresh water and freedom of passage, but not based on historical factors.

After such an agreement, the UN will declare and recognize a new independent State of Palestine, with its own airport, port, passports, freedom of movement to which all citizens of the world are entitled, and which most have in practice. The reconstruction of Gaza and other areas can then begin. There is hope.

**Dr Michael ATCHIA**

(Former United Nations Programme Director)

26<sup>th</sup> November 2023

[mklatchia@intnet.mu](mailto:mklatchia@intnet.mu)

## Outcome of Israel-Palestine recent war

The West has had a long love affair with the system of apartheid; South Africa is gone but Palestine remains. The latter has been maintained for 75 years and counting at a cost which only their deranged minds can support. They are the countries whose hearts beat in Jerusalem - they are the baby killers, who have the sadistic pleasure of locking up 2m people in an ‘open prison’ and cluster-bomb them, and truth be told, kill journalists.

In the asymmetrical Middle East war, one knows the outcome in advance: the besieged would lose disproportionate number of casualties given the fact that Israel has an oversupply of the latest arms of mass destruction generously paid for by US tax payers and voted for by “the largest democracy in the world”; and every building, hospital, masjid, school, infrastructure, power plants, water treatment plants, roads and ports and not to forget, all forms of life, have to be indiscriminately razed to the ground and buried in rubble.

Palestine is just one in a long line of stories of destruction by the West. Algeria too figures prominently where 10% of the

population died fighting for independence - today Algiers airport welcomes you to the “land of a million dead”. There are also the cases of Vietnam, Cambodia, Iraq, Syria, Afghanistan and counting.

Jews, and among them the Zionists, were welcome with open arms in Palestine but they turned out to be usurpers. Their appetite seems to be insatiable as now they want every inch of their hosts’ land.

Israel’s sponsors should pay heed to an old adage: if you push your opponents right against a wall, the reaction of the underdogs could be fatal to the invaders. So it is not just a question



of the number of casualties inflicted among the old, the women, the babies and the number of buildings turned into rubble. Palestinians have used the energy of the desperate and developed their own defense strategy; they have become elusive, they have dug themselves into deep tunnels only to emerge from their holes to strike with lightning speed and vanish into thin air.

50 days on, Israel has not made any serious advance inside Gaza. A few attempts were repelled and countless Israeli lives and military vehicles were lost. All that is left to Israel is a repeat of the US scenario in Afghanistan declare victory and vacate. In the meantime, the journalists who have survived will tell the story in detail of the inhumanity of God’s “chosen people”.

To paraphrase a French general after the last 33-day war between Hezbollah and Israel: since Israel did not win the war, it lost. Since Hamas did not lose the war, it won.

■ Dawood Auleear

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique ‘Libre Expression’ ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

# Le tabagisme

La mortalité liée au tabac est de 50% de ses consommateurs. Plus de 8 millions de personnes décèdent chaque année à cause du tabagisme. Plus de 7 millions de ces décès sont le résultat de l'usage direct du tabac, tandis qu'environ 1,2 million sont liés à l'exposition indirecte des non-fumeurs. (1)

On note qu'environ 80% des 1,3 milliard d'utilisateurs de tabac dans le monde vivent dans des pays à revenu faible. (1)

## Quelles sont les compositions chimiques du tabac ?

La fumée du tabac est constituée de plus de 4 000 composés chimiques, dont plus de 60 sont cancérigènes.

## Quels sont les effets du tabagisme sur la santé ?

Les fumeurs sont plus exposés que les non-fumeurs au fait de développer une pathologie cardiaque, un accident vasculaire cérébral et un cancer des voies respiratoires.

Les estimations montrent que le tabagisme augmente le risque (2) :

- De maladies coronariennes, de 2 à 4 fois
- D'AVC, de 2 à 4 fois
- De développer un cancer des poumons pour les hommes, par 25 fois
- De développer un cancer des poumons pour les femmes, par 25.7 fois

## Quels sont les effets cardiovasculaires ?

Le tabagisme augmente le risque d'accident vasculaire cérébral, et de développer des maladies coronaires (infarctus du myocarde), qui comptent parmi les principales causes de décès. Les maladies cardiovasculaires touchent aussi ceux qui fument moins de cinq cigarettes par jour, et bien souvent ces individus présentent des signes cardiaques précoces.

Le tabagisme altère et mène à l'épaississement et au rétrécissement des vaisseaux sanguins, ce qui conduit à une augmentation de la tension artérielle. Des caillots peuvent également se former. Les blocages causés par le tabagisme peuvent aussi diminuer le flux sanguin vers les membres périphériques et la peau.

## Quels sont les effets respiratoires ?

Les maladies pulmonaires sont très communes chez les fumeurs. Le tabac détruit les voies respiratoires et les alvéoles des poumons.

Les maladies pulmonaires causées par le tabagisme comprennent la maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC). Il s'agit d'une maladie obstructive irréversible des voies aériennes, et principalement causée par le tabagisme. Les fumeurs sont 12 à 13 fois plus susceptibles de mourir de la MPOC que les non-fumeurs. (4)

Environ 80 % des décès dus au cancer du poumon sont liés au tabagisme. Les fumeurs de cigarettes présentent un risque 15 à 30 fois plus élevé de développer un cancer du poumon, ou de faire face à une mortalité associée au cancer du poumon par rapport aux personnes qui ne fument pas.

La fumée de tabac peut aggraver une

crise d'asthme pour les personnes qui en souffrent.

## Est-ce que le cancer est lié au tabagisme ?

Le tabagisme peut être la cause d'un cancer d'autres organes :

- Vessie
- Sang (leucémie myéloïde aiguë)
- Col de l'utérus
- Côlon et rectum (colorectal)
- Œsophage
- Rein et uretère
- Larynx
- Foie
- Oropharynx
- Pancréas
- Estomac
- Trachée, bronches et poumon

## Quels sont les effets sur le système reproducteur ?

Le tabagisme chez les femmes est néfaste pour la reproduction. Le monoxyde de carbone privant le fœtus d'oxygène, entraînant un poids faible à la naissance du bébé, ainsi que d'autres complications (5). De plus, un lien demeure entre le tabagisme et la dysfonction érectile chez l'homme (6).

## Quels sont les effets additionnels sur la santé ?

De plus, on observe une corrélation entre le tabagisme et le diabète de type 2. Le risque de développer un diabète est de 30 à 40 % supérieur chez les fumeurs actifs par rapport aux non-fumeurs (7).

## La fumée secondaire est-elle nocive ?

Le tabagisme passif se produit lorsque les gens respirent involontairement la fumée de cigarette d'une autre personne. Cela augmente leur risque de contracter des maladies cardiaques et circulatoires, des cancers et des pathologies respiratoires. Sans oublier d'autres troubles associés, comme l'irritation des yeux, les maux de tête, ainsi que les nausées.

En outre, la fumée secondaire est associée à une amplification du risque de difficultés d'apprentissage, de concentration et de problèmes comportementaux chez les enfants, surtout des difficultés au niveau scolaire.

## Le tabagisme chez les seniors

Il n'y a pas d'âge pour stopper la cigarette, car l'abstention a un effet positif immédiat sur la santé. Les bienfaits d'arrêter de fumer sont significatifs, notamment la réduction de la mortalité et la prévention de l'évolution des maladies liées au tabac, en particulier les maladies cardiovasculaires et le cancer. D'autant plus qu'arrêter de fumer améliore l'efficacité des traitements et contribue à une diminution des complications opératoires. Les données de la Haute Autorité de Santé

(HAS) suggèrent que cesser de fumer à l'âge de 40 ans contribue à une amélioration de l'espérance de vie de 7 ans, tandis qu'à 60 ans, cela entraîne une augmentation de l'espérance de vie de 3 ans (10). Au niveau cognitif, de nombreuses études démontrent un lien très fort entre le tabagisme et la démence, et l'arrêt du tabac réduit ce risque à un niveau comparable à celui d'un non-fumeur.



Le tabagisme accroît le risque de problèmes vasculaires, notamment des accidents vasculaires cérébraux ou de petits saignements dans le cerveau, qui sont également des facteurs de risque de démence (démence vasculaire). De plus, les toxines présentes dans la fumée de cigarette amplifient l'inflammation, phénomène lié au développement de la maladie d'Alzheimer.

Le tabagisme conduit à un vieillissement difficile, et les os ne sont pas épargnés. Le tabac affecte la densité minérale osseuse, réduit la masse corporelle en altérant les hormones et le système métabolique. Par conséquent, la fragilité s'accroît, les risques de chute augmentent, et un lien est établi avec un risque plus élevé de fractures osseuses et de guérison plus lente.

La dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA) est l'une des principales causes de perte de vue. Les recherches indiquent que le tabagisme accroît le risque de développer la cataracte. Les fumeurs actifs sont jusqu'à quatre fois plus susceptibles de développer la DMLA que les non-fumeurs. Il va sans dire qu'une perte de vue a un impact significatif sur un vieillissement sain et l'autonomie des personnes âgées.

Le tabagisme peut endommager pratiquement tous les organes du corps humain et constitue l'un des principaux facteurs de risque d'infections respiratoires et de maladies infectieuses, en affaiblissant l'immunité des personnes âgées. Fumer détruit la barrière épithéliale respiratoire, accroissant ainsi les risques de colonisation et de reproduction des pathogènes.

L'appareil digestif n'est pas épargné. Les complications sont très préoccupantes, notamment les reflux gastriques, la formation d'ulcères gastriques, et le risque de cancer. Le tabagisme entraîne également des problèmes dentaires et gingivaux, pouvant conduire à la perte des dents, impactant ainsi la nutrition des personnes âgées. Le tabac est également associé à une perte d'odorat et de goût, ayant des conséquences sur la nutrition des personnes âgées.

Chez nos aînés, le tabagisme est principalement lié à une utilisation de longue date ou à des facteurs de stress tels qu'une séparation, un deuil, un veuvage, le passage à la retraite, voire même l'isolement. Au cours des dernières années, l'impact de la COVID-19, que ce soit directement par la maladie, le décès d'un proche, ou indirectement par les informations circulant, a certainement suscité de l'anxiété chez les personnes âgées.

Des découvertes récentes sur la variole du singe, une maladie qui guérit spontanément, ne contribuent pas à apaiser cette anxiété. Souvent, les personnes âgées se tournent vers le tabagisme comme un palliatif contre l'angoisse. Il est donc essentiel de filtrer les informations afin de préserver la santé mentale et d'éviter de recourir au tabac comme moyen de soulagement. La sensibilisation contre le tabac chez les personnes âgées vise principalement à maintenir une bonne santé, réduire les consultations médicales, vieillir de la meilleure manière possible pour conserver une autonomie, éviter des hospitalisations, et prévenir des complications pouvant mener à une institutionnalisation.

■ Dr Irfaan Daareawoo

1. <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/tobacco>
2. [https://www.cdc.gov/tobacco/data\\_statistics/fact\\_sheets/health\\_effects/effects\\_cig\\_smoking/index.htm#:~:text=Lung%20diseases%20caused%20by%20smoking,includes%20emphysema%20and%20chronic%20bronchitis.&text=Cigarette%20smoking%20causes%20most%20cases%20of%20lung%20cancer.&text=If%20you%20have%20asthma%2C%20tobacco,or%20make%20an%20attack%20worse.&text=Smokers%20are%2012%20to%2013,die%20from%20COPD%20than%20nonsmokers.](https://www.cdc.gov/tobacco/data_statistics/fact_sheets/health_effects/effects_cig_smoking/index.htm#:~:text=Lung%20diseases%20caused%20by%20smoking,includes%20emphysema%20and%20chronic%20bronchitis.&text=Cigarette%20smoking%20causes%20most%20cases%20of%20lung%20cancer.&text=If%20you%20have%20asthma%2C%20tobacco,or%20make%20an%20attack%20worse.&text=Smokers%20are%2012%20to%2013,die%20from%20COPD%20than%20nonsmokers.)
3. U.S. Department of Health and Human Services. The Atlanta: U.S. Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion, Office on Smoking and Health, 2014 [accessed 2017 Apr 20].
4. Benowitz, N.L.; Brunetta, P.G. Smoking Hazards and Cessation, 5th ed.; Elsevier Inc.: Amsterdam, The Netherlands, 2010.
5. U.S. Department of Health and Human Services. The Health Consequences of Smoking—50 Years of Progress: A Report of the Surgeon General; Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion, Office on Smoking and Health: Atlanta, GA, USA, 2014; pp. 1–36.
6. U.S. Department of Health and Human Services. The Atlanta: U.S. Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion, Office on Smoking and Health, 2014 [accessed 2017 Apr 20].
7. <https://www.who.int/news-room/commentaries/detail/smoking-and-covid-19>
8. <https://www.theunion.org/news-centre/covid-19/covid-smoking-faqs>
9. Vardavas and K. Nikitara, "COVID-19 and smoking: A systematic review of the evidence," Tobacco Induced Diseases, vol. 18, no. 20, 2020.
10. [https://www.has-sante.fr/jcms/c\\_1718021/fr/arrret-de-la-consommation-de-tabac-du-depistage-individuel-au-maintien-de-l-abstinence-en-premier-recours](https://www.has-sante.fr/jcms/c_1718021/fr/arrret-de-la-consommation-de-tabac-du-depistage-individuel-au-maintien-de-l-abstinence-en-premier-recours)
11. <https://www.alzheimers.org.uk/about-dementia/risk-factors-and-prevention/smoking-and-dementia#:~:text=It%20is%20known%20that%20smoking,to%20developing%20of%20Alzheimer's%20disease.>

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

# Calamities and Difficulties

**O**n average, there are about 6,800 natural calamities, including wildfires, hurricanes, cyclones, heatwaves, earthquakes, volcanic eruption and flooding happening every year worldwide. In addition to that died from more than 238,000 people died in global and state-based conflicts last year and the number skyrocketing this year with the Palestine killings and Ukraine and Soviet wars.

Why so many calamities and difficulties sent to the human kind by Allah, the Almighty? As part of our Islamic faith, we believe that all the occurrences of these calamities are in the hands of Allah. However, for some of us our faith can get shaken during times of trials and hardships. It is during those times though that we should remind ourselves that a believer's position and rank is raised in front of Allah and that such a hardship may very well be a sign of Allah's love for the believer. This can help us in maintaining and even strengthening our faith.

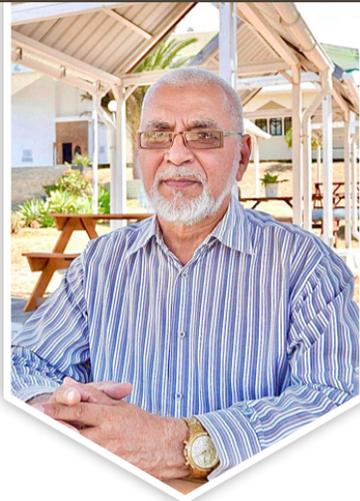
The Prophet Muhammad (saw) said: *"Great reward comes with great trials. When Allah loves a people, He tests them, and whoever accepts it attains His pleasure, whereas whoever shows discontent with it incurs, His wrath."* The Prophet has provided a message of relief for those who endure difficulties with patience. He also associated greatness of difficulties and calamities with higher rewards. Allah has provided an opportunity of high rewards for those who endure these challenges with patience rather than with complaints and ingratitude. And for those who show displeasure and discontent with Allah's decree end up in a lose-lose situation because not only they have to live through their current suffering but also incur Allah's wrath for their displeasure and discontent with His decree.

We should also realize that our patience when facing difficulties raises our status in front of Allah, and may lead to the forgiveness of our sins. He says in the Quran: *"Only those who are patient shall receive their reward in full, without reckoning"*.

Childhood normally means innocence, fun, freedom and love, but in Gaza children speak and understand politics almost from day one. They are vivid example, with incredible bravery and complete trust in God. Palestinian kids have more courage than all of us put together. Palestinians are showing enormous bravery during this moment of horror.

Hence, we should also realize that Allah puts regularly His steadfast believers through trials and tribulations. Some who face difficulties are punished for their sins. *"When Allah wants to do good to someone He puts trial on him first"*, says the Hadith. Furthermore, if the one who is affected shows displeasure and panic, then it cannot be thought that his calamity is an honour from Allah to raise him in status, because Allah knew that he would not be patient and accept it with contentment. So, in this case it is most likely that it is a requital and punishment.

If the Muslim is a devoted worshipper, obedient and righteous, and there is nothing between him and Allah but true servitude, gratitude, praise, repentance and submission to Him then it is most likely that this calamity is a kind of honour and raising him in status. If they know him to be righteous, then they may give him the glad tidings of raised status before Allah if he is patient in bearing the calamity.



By Bashir Nuckchady

Regarding difficulties, in the following verse Allah compares the situation of the one who is steadfast in his faith and facing difficulties with those who are evil doers and are in a similar situation:

*"... if you are suffering hardships then surely, they too are suffering as you are suffering, but you have a hope from Allah for the reward that for which they hope not; and Allah is Ever All-Knowing, All-Wise."*

So, a true believer can face his difficulties with a positive state of mind hoping for rewards from Allah and such an attitude can provide true relief and happiness. Besides, if Allah lifts this calamity from the believer and saves him from the torment, then that can double the reward and happiness. Allah says in the Quran:

*"... and give glad tidings to the patient." "Who, when afflicted with calamity, says: "Truly! To Allah we belong and truly, to Him we shall return."*



## Is there a race between PTR-MMM-PMSD and Valayden's Linion Moris for 2024 general elections?

**T**he latest political survey indicates that the MSM is out of the running competition. In fact, such political party has lost all its fame of long ago since the demise of its true leader the late Sir Anerood Jugnauth. Today, the MSM is gradually fading away and is most likely be a marginalised political party due to its unpopularity.



By Ahmad Macky

Why such a political development suddenly comes to light? It would appear that such a political strategy is today justified! Today, voters in massive numbers are gradually supporting the PTR-MMM-PMSD and seem to support and buy the dream together with the ideology and political concepts of Valayden's Linion Moris.

Besides, Valayden has done quite a lot for thousands of poor people in distress in so far as social work is concerned. We all know that Bodha is a perfect political schemer who left no stone unturned. Today that same Bodha has joined Valayden's Linion Moris political party. Why did Bodha choose Valayden's Linion Moris and no other non-parliamentary political parties? The simple answer: Bodha is a man who has worked over 30 years with a Sir Anerood Jugnauth and no wonder has got the true flair of both active and passive politics.

There is no doubt that Linion Moris has overtaken the MSM in the political race and is today find itself next to the PTR-MMM-PMSD, classified 2<sup>nd</sup> in ranks within the political hierarchy of this country.

On the other hand, I fear much that the MMM could in the last minute be a macadam due to the habitual patronising attitude of Paul Berenger. We all know that Berenger is very unpredictable and always chose the last minute to vouch an unexpected decision not agreeable to the rest of the Alliance. No wonder why the MSM is banking on such a calamity to happen, thus marginalising the PTR-MMM-PMSD alliance chance to victory.

Another thing one should note and perhaps notice also that gone are the days where casteism plays an important role in the voting system. Young educated Hindus across the island never entertain this manoeuvre of voting now. In fact, they loathe the casteism system of their fore fathers. Even today certain politicians still adopt such an old fashioned communal system and continue to nurse the idea of casteism to achieve victory in an election. However, they will be disillusioned this time. Still, a wind of change is already blowing at the horizon.

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**

# Silence on tue !

Le conflit entre Israël et Gaza a laissé un bilan très lourd en termes de vies humaines et d'infrastructures. Les sionistes, tel un chien enragé, ont infligé une punition collective aux Gazawouis sous prétexte de 'self defense'. Un État, soit disant le plus puissant de la région, a mené une guerre contre la population sans défense de Gaza. Malheureusement, ce massacre a été perpétré sous le silence complet des dirigeants de l'Union Européenne et des États-Unis.

Dans le passé, les juifs étaient détestés en Europe à cause de leur profession commerciale, à savoir 'money lenders'. Certes, l'antisémitisme était à son sommet en Europe et ailleurs. En fait, l'hostilité entre les chrétiens et les juifs à l'époque était plutôt religieuse que politique. Selon les chrétiens, les juifs étaient bel et bien responsables de la mort de Jésus. D'ailleurs, les conditions de vie des juifs empiraient d'année en année. Au moyen-âge, après le début de l'épidémie, nommément la 'black death', les Européens, une fois de plus, avaient massacré les juifs sous prétexte que ces derniers empoisonnaient l'eau de

puits. En Allemagne, les juifs n'avaient pas accès aux emplois. Ils vivaient dans des enclaves, humiliés et ostracisés, et menaient une vie de chien. Au 13ème et 14ème siècle, on forçait les juifs à se



convertir au christianisme.

L'Allemagne, qui aujourd'hui prétend être plus royaliste que le roi, a conduit les juifs d'Europe vers l'holocauste, tuant quelque 6 millions d'innocents. Pour Hitler, les juifs étaient la bête noire à abattre. En fait, il gardait rancune contre les juifs qui avaient plus ou moins trahi l'Allemagne durant la première guerre mondiale. Arrivé au pouvoir en 1933, Hitler régla son compte avec les juifs. Aujourd'hui, la politique a pris une autre tournure. Le chancelier Scholz annonce

la contribution de l'Allemagne pour la reconstruction des infrastructures endommagées par le Hamas en Israël. N'oublions pas que la ville de Gaza est réduite à l'état de décombres, et ce n'est que par la bénédiction de l'Amérique. Qui donc récompensera les Gazaouis ?

Victimes de la guerre et de persécutions, les juifs n'avaient pas d'autre choix que d'aller chercher refuge sur le sol palestinien.

Rappelons que sous l'autorité Ottomane, la Palestine était un havre de paix, avec une population comprenant plusieurs races et groupes ethniques. Les musulmans et les juifs vivaient en toute harmonie. En 1947, après l'holocauste, les juifs ont afflué en masse vers la Palestine. A cette époque, elle était sous emprise Britannique.

En fait, la Palestine était un État unique. A l'arrivée des immigrants juifs, les Anglais voulaient les intégrer dans la Palestine comme des Palestiniens à part entière. Mais aussitôt, les sionistes ont multiplié

leurs efforts pour avoir un État libre uniquement pour eux.

Hélas, une lutte sans merci entre les Palestiniens et les juifs transforma ce havre de paix en un théâtre de guerre. Finalement, la 'League of Nation' concéda une partie de la Palestine aux Juifs.

Malheureusement, les arabes qui étaient contre la création de l'État d'Israël venaient de perdre la Palestine dans la guerre des Six Jours.

Il est vraiment triste de constater que les Palestiniens ont vécu sous la colonisation de l'État d'Israël pendant 75 ans. Les sionistes ont plutôt recours à une politique d'expansion territoriale et ne veulent rien entendre à propos de la 'two state solution'. La guerre continue entre ces deux groupes en faisant beaucoup de victimes. Les Nation Unis ont du pain sur la planche.

Toutefois, il est à noter que maintenant les arabes sont armés jusqu'aux dents, et dans les temps à venir, ils seront plus puissants. Par conséquent, ce qui est impératif pour l'instant, c'est l'unité des pays musulmans. Nul doute que la victoire réside dans l'unité de la Oummah.



Par Cassam Topsy

## Imam Ahmad Ibn Hanbal (R.A)

L'Imam Ahmad ibn Hanbal (R.A) est le fondateur de l'une des quatre écoles de jurisprudence en Islam. Sa famille est originaire de Basra, Iraq, et sa tribu arabe est les Banu Dhuhl. Son père fut jadis officier de l'armée abbasside dans le Khorassan, et plus tard lui et sa famille se sont installés à Baghdad, où l'Imam Ahmad a pris naissance en l'an 780 du calendrier grégorien. L'Imam Ahmad Ibn Hanbal (R.A) s'est marié deux fois et a eu de nombreux enfants, dont un fils qui est plus tard devenu juge à Isfahan.

Durant sa jeunesse, il a consacré beaucoup de temps à ses études à Baghdad, et plus tard il voyagea beaucoup pour parfaire son éducation. Il a commencé à étudier la jurisprudence islamique (Fiqh) auprès d'un célèbre juge Hanafite, l'Imam Abu Yusuf (R.A), celui-là même qui était l'élève et compagnon de l'Imam-e-'Azam Abu Hanifa (R.A). Une fois ses études terminées, il entreprit un long voyage à travers l'Iraq, la Syrie et l'Arabie dans le but de collecter des Hadiths. Selon Ibn al-Jawzi, il a rapporté des Hadiths de pas moins que 414 maîtres. Avec une telle connaissance, il fut considéré comme une référence en matière de Hadiths, et il a même laissé un chef-d'œuvre avec son Musnad Ahmad Ibn Hanbal, qui est une compilation de

milliers de Hadiths. Après des années de voyage, il retourna à Baghdad.

Au-delà de ses occupations intellectuelles, l'Imam Ahmad Ibn Hanbal (R.A) a aussi été un soldat opérant aux frontières de l'empire islamique. Il a accompli le Hajj à cinq reprises, dont deux à pied. L'Imam est reconnu pour avoir tenu ferme lors de la Fitna (troubles) qui commença pendant le règne du calife abbasside Al Ma'moun qui était en faveur de la secte égarée des Mu'tazila. Il voulait que l'Imam approuve la doctrine qui stipule que le Saint Qur'aan était créé. Or, selon la tradition Sunnite, le Saint Qur'aan est la parole éternelle d'Allah et est donc incréé. Pour son refus de se conformer à la doctrine Mu'tazila, l'Imam Ibn Hanbal (R.A) fut incarcéré et torturé pendant le règne d'al-Ma'moun. Lors d'un incident pendant le règne de son successeur, al Mu'tasim, l'Imam fut fouetté jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Cela causa une révolte à Baghdad, et les autorités furent obligées de le libérer. Al Wathiq succéda à al Mu'tasim, fut encore moins enclin envers l'Imam et décida de le bannir de Baghdad. Ce n'est qu'après la mort d'al Wathiq et le couronnement de al-Mutawakkil, qui était lui plus enclin envers les croyances traditionnelles Sunnites, que l'Imam put alors revenir

à Baghdad.

Quoiqu'il fût théologien, un grand savant de Fiqh, l'Imam Ahmad Ibn Hanbal (R.A) avait une affection particulière pour les Soufis. Il avait des relations cordiales avec Hazrat Ma'ruf Karkhi (R.A), le mentor de Hazrat Junayd Baghdadi (R.A). Interrogé à propos des Soufis, il affirmait le respect qu'il avait pour eux. Il leur témoignait beaucoup de gentillesse et de générosité. D'ailleurs, il avait une grande admiration pour Hazrat Bishr Khafi (R.A) et sa sœur, et les considérait comme des saints. Souvent, il envoyait les gens chez eux pour trouver la guidance. Une fois, il dit à leur sujet : « *Je ne connais personne qui soit meilleur qu'eux.* » C'est dans son Musnad qu'on recense la plupart des Hadiths à propos des Abdaal, ces grands saints qui demeurent cachés et dont le nombre reste toujours quarante. Quand l'un meurt, un autre saint est promu comme Abdaal. Grâce à eux, Allah envoie la nourriture sur terre et fait miséricorde aux gens. Le rôle clé des Abdaal sera par la suite élaboré par Hazrat Data Ganj Baksh et Shaykh al Akbar Muhyiddeen Ibn Arabi (R.A). Il est même rapporté que l'Imam considérait Hazrat Ma'ruf Karkhi (R.A) comme l'un des Abdaal en son temps. De plus, il y a des récits selon lesquels l'Imam Ahmad Ibn Hanbal (R.A) avait

l'habitude d'exhorter son fils Swalih à fréquenter les Soufis et à apprendre auprès d'eux. Quand il recevait la visite d'un mystique, l'Imam faisait appeler son fils car il voulait que celui-ci puisse le regarder. Le fils raconte que son père voulait qu'il soit comme eux (les soufis).

L'Imam était lui-même un exemple de piété et un vrai Aashiqué Rassool. Les grands savants Sunnites n'ont aucun doute à propos de sa sainteté. Il a accompli plusieurs miracles et il est reconnu que son corps est resté intact après la mort. Il ne faut pas oublier que Ghawsul Azam, Sayyidina Abdul Qadir Jilani (R.A) avait choisi de suivre l'école Hanbali en matière de Fiqh.

Imam Ahmad Ibn Hanbal est décédé le vendredi 12 Rabi-ul-awwal, 241 Hijri, soit le 2 août 855 à l'âge de 75 ans à Baghdad, Iraq. Selon les historiens, lors de son Namaz-e-Janaza, il y avait plus de 800,000 personnes. Ce jour-là, 20,000 chrétiens et juifs ont embrassé l'Islam. Son Mazaar Mubarak se trouve dans le quartier de Ar-Rusafa, à Baghdad.

■ **Abdus Saboor Mohamed Saleh**

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**

# L'IFAB veut mettre en place l'expulsion temporaire de 10 minutes

L'International Football Association Board (IFAB) a approuvé l'expérimentation d'une nouvelle règle qui consisterait à exclure un joueur pendant 10 minutes en cas de protestations à l'encontre de l'arbitre ou de fautes tactiques.

L'International Football Association Board (IFAB), le gendarme du football qui détermine et fait évoluer les règles du jeu, vient d'approuver l'expérimentation d'une nouvelle règle qui consisterait à exclure un joueur pendant 10 minutes, selon 'L'Équipe'.

L'idée, inspirée du rugby, serait d'expulser un joueur pendant une durée de 10 minutes dans plusieurs cas bien spécifiques : protestations à l'encontre de l'arbitre et fautes tactiques, comme pour anéantir une contre-attaque adverse.

Le directeur exécutif de l'IFAB Mark Bullingham a expliqué



l'utilité de la mise en place de cette nouvelle règle : «L'objectif est d'améliorer le comportement des joueurs à tous les niveaux».

Selon la source citée, une décision définitive de la part de l'UEFA et de

la FIFA est attendue en mars 2024. Si cette règle venait à être mise en place, l'arbitre sanctionnerait un joueur exclu pendant 10 minutes avec un carton blanc. Les cartons jaunes et rouges seront toujours à sa disposition.

## Entraîner le FC Nantes, "un honneur" pour Gourvennec

Entraîner le FC Nantes est «un honneur», a clamé jeudi Jocelyn Gourvennec qui a remplacé Pierre Aristouy, limogé la veille, sur le banc du club où il s'est «le mieux senti dans (sa) carrière de joueur».

«Être entraîneur du FC Nantes, c'est un honneur pour moi, comme, je pense, ont pu le ressentir des entraîneurs qui ont joué ici et qui passent pas ce poste-là», a expliqué l'ancien meneur de jeu des Canaris de 1995 à 1998.

Ces dernières années, Michel der Zakarian, Vahid Halilodzic, Antoine Kombouaré ou même Aristouy ont dirigé l'équipe première après en avoir porté le maillot.

«Je suis là parce que le FC Nantes est le club où je me suis senti le mieux dans ma carrière et dans ma vie de joueur. C'est un club qui a beaucoup compté pour moi. J'y ai passé trois ans, j'ai l'impression d'y avoir passé 10 ans et ça m'a marqué à vie», a-t-il encore expliqué, lui



qui a aussi porté les maillots de Lorient, Rennes ou Marseille.

Coaché alors par les légendes du club que sont Claude Suaudeau et Reynald Denoueix, il a cependant admis que ce poste est aussi «une responsabilité parce qu'on a un héritage qui est très important».

«Il y a eu de très grands entraîneurs et des entraîneurs qui ne seront

certainement jamais égalés parce qu'ils étaient hors-normes. Mais ces gens-là ont fait naître, chez moi comme chez d'autres, des envies de cultiver un esprit, du jeu, et de vivre le football de haut niveau avec des principes», a détaillé Gourvennec.

Alors que ses deux premiers matches en poste seront contre les deux premiers, Nice à la Beaujoire, samedi, et le PSG au Parc des Princes, huit jours après, il a expliqué attendre un investissement total de son groupe, actuellement 11e de Ligue 1, avec quatre points d'avance sur la zone rouge.

«Le vrai danger dans la vie d'un groupe, c'est les états d'âme des uns et des autres dans un groupe (...) c'est un comportement égoïste qui va à l'opposé de ce qu'on veut mettre en place», a-t-il expliqué.

«On a besoin de faire les choses plus que jamais ensemble», a-t-il ajouté.

## Grosso écarté, Lyon à la dérive

A peine plus de deux mois après le limogeage de Laurent Blanc, l'Olympique lyonnais, dernier de Ligue 1, se sépare de son successeur Fabio Grosso, lui-même remplacé «provisoirement» par le directeur du centre de formation Pierre Sage, dans un club plus que jamais à la dérive.

Âgé de 44 ans, Sage avait entraîné les U16 de l'OL (2019) avant de partir au Red Star (National, 3e div.). Il y était la saison dernière adjoint d'Habib Beye, avant de succéder à Jean-François Vulliez à la tête de l'OL Académie.

Vulliez aussi avait déjà assuré l'intérim lors d'un match contre Le Havre (0-0) après l'éviction de Blanc, survenue pendant la trêve internationale après une défaite 4-1 à Lyon contre Paris Saint-Germain, le 3 septembre.

Pierre Sage, qui assurera jeudi en fin de journée la traditionnelle conférence de presse d'avant-match, devient donc le quatrième technicien à s'asseoir sur le banc de l'Olympique lyonnais cette saison, pour un bilan d'une victoire, quatre nuls et sept défaites.



### Crise de gouvernance

Lyon, en grave difficulté sportive, s'est également enfoncé dans une crise de gouvernance, marquée par des dissensions entre le président, l'Américain John Textor, et l'ancien propriétaire Jean-Michel Aulas, qu'il avait révoqué le 5 mai de son poste de président exécutif.

La plupart des cadres de l'ère Aulas sont désormais partis ou négocient leur départ, alors que Laurent Prud'homme doit prendre prochainement ses fonctions de directeur général, remplaçant Santiago Cucci, président exécutif par intérim arrivé en juin dernier et qui a déjà quitté Lyon. Le 1er octobre, Textor avait promis un mercato hivernal ambitieux pour renforcer l'équipe mais cette initiative reste hypothétique et surtout suspendue au feu vert de la Direction nationale de contrôle et de gestion (DNCG). Cette semaine, l'institution a demandé des éléments complémentaires à l'exposé du club présenté par Textor.

Les comptes pour l'exercice 2022-23 sont repassés dans le rouge : au 30 juin, l'excédent brut d'exploitation est négatif, à -1,8 million d'euros alors que le club avait réussi à redresser la barre après la pandémie de Covid-19 (15,9 millions d'euros) en 2021-2022.

# Le Trophée des Champions aura lieu au Parc des Princes



Selon 'RMC Sport', le Conseil d'Administration de la LFP a voté ce jeudi électroniquement pour valider l'organisation du Trophée des Champions au Parc des Princes. Le PSG sera opposé à Toulouse, dernier vainqueur de la Coupe de France.

Initialement prévu en Thaïlande en août dernier, le Trophée des Champions de la saison 23/24 aura finalement lieu à Paris, au Parc des Princes, le 3 janvier prochain. Selon 'RMC Sport', la LFP a voté ce jeudi électroniquement pour valider l'organisation de ce match opposant

le champion de France en titre au dernier vainqueur de la Coupe de France, avec un le premier trophée de la saison en jeu.

Toulouse sera donc opposé à un PSG qui évoluera dans son propre stade. La LFP devrait officialiser la nouvelle ce week-end.

## Benzema marque puis se blesse, à 12 jours du Mondial des Clubs

Karim Benzema, qui vient d'inscrire son 9<sup>e</sup> but de la saison sur penalty face à Al-Khaleej, a été contraint de laisser sa place sur blessure juste avant la mi-temps. Une mauvaise nouvelle pour Al Ittihad, à seulement 12 jours de leur entrée en lice dans le Mondial des Clubs.



Karim Benzema, qui vient d'inscrire son 10<sup>e</sup> but en 16 matchs toutes compétitions confondues cette saison, a alarmé son équipe d'Al-Ittihad.

Buteur sur penalty peu avant l'heure de jeu, contre Al-Khaleej en championnat d'Arabie saoudite, le Ballon d'Or 2022 a été contraint de céder sa place avant même la mi-temps.

Sorti en se plaignant du bas du dos, le Français va passer plusieurs examens afin de déterminer la gravité de sa blessure.

Pour rappel, Al Ittihad entrera en lice dans le Mondial des Clubs face à Auckland le 12 décembre, dans moins de deux semaines. La perte de Benzema pour cette compétition serait un gros coup dur pour les Saoudiens.

## Wolff salue la sportivité de Leclerc à la fin du GP d'Abu Dhabi

Après le Grand Prix d'Abu Dhabi 2023 de F1, Toto Wolff a salué la sportivité dont avait fait preuve Charles Leclerc en ne «mettant pas le frein à main» face à George Russell dans les derniers mètres de l'épreuve.

La bataille pour la seconde place du classement constructeurs entre Mercedes et Ferrari s'est étirée jusqu'au dernier tour du Grand Prix d'Abu Dhabi 2023 de F1. En effet, dans les ultimes instants de l'épreuve, Charles Leclerc a tenté de faire pencher la balance en faveur de la Scuderia en laissant passer Sergio Pérez, pénalisé de cinq secondes, avec l'espoir que le Mexicain creuserait suffisamment l'écart sur George Russell, quatrième sur la piste, pour empêcher le Britannique de monter sur le podium, le privant ainsi de trois points décisifs.

Toutefois, ce plan n'a pas fonctionné puisque Russell a terminé à moins de cinq secondes du Mexicain et est bien monté sur le podium, scellant ainsi la seconde place de Mercedes avec trois points d'avance sur Ferrari.

Le responsable de l'écurie allemande,



Toto Wolff, a tenu à saluer la sportivité de Leclerc lors de cette fin de course, et notamment le fait qu'il n'ait pas activement tenté de ralentir Russell pour le priver d'un podium : «Nous avons un peu abordé ce week-end sur la défensive au regard des performances de Ferrari lors des courses précédentes.»

«Nous avons deux gars qui se battaient à l'avant et je pense que le pilotage de

George a été impeccable, en gérant évidemment les écarts à la fin. La lutte avec Ferrari est un combat formidable entre deux grandes marques, [c'est] une équipe que nous respectons beaucoup, et Charles a été vraiment sportif à la fin.»

«Pendant un certain temps, Pérez n'était pas vraiment sur le radar», a poursuivi Wolff. «Nous nous sommes concentrés sur nous-mêmes et nous nous sommes

dit : 'Mettons en place la course la plus rapide pour George'. On savait alors qu'il fallait être à moins de cinq secondes de Pérez.»

«Mais Leclerc disposait d'une telle avance que nous ne pensions pas qu'il pouvait gérer ces écarts pour nous maintenir derrière. À la fin, il aurait pu mettre le frein à main dans le dernier secteur et il ne l'a pas fait. Je pense que cela montre le caractère de ce pilote.»

Leclerc a de son côté expliqué avoir essayé de donner à Pérez son aspiration et le DRS pour qu'il creuse l'écart sur la Mercedes, avant de lui offrir la position en piste. Interrogé par Motorsport.com sur son raisonnement à ce moment-là, le Monégasque a répondu : «[J'ai pris ma décision] quelques tours plus tôt, dès que j'ai su qu'il avait une pénalité de cinq secondes.»

# Mercedes n'attend pas d'Antonelli qu'il gagne la F2 dès 2024

Andrea Kimi Antonelli fait un grand saut en rejoignant la Formule 2 dès 2024, mais Mercedes n'attend pas de lui un succès instantané.

Andrea Kimi Antonelli relève un grand défi en 2024. Couronné dans les championnats italien et allemand de Formule 4 ainsi que dans les compétitions du Moyen-Orient et d'Europe en Formule Régionale – en l'espace de deux ans seulement –, l'Italien de 17 ans s'apprête d'ores et déjà à rejoindre la Formule 2 au sein de l'écurie Prema avec laquelle il a connu tous ces succès en monoplace, sans faire étape par une FIA F3 devenue quasi incontournable ces dernières années. Tel est le souhait de Mercedes, qui a pris Antonelli sous son aile dès 2019, année où il allait être vice-Champion d'Europe de karting à 13 ans seulement. Le jeune loup ne va pas avoir la tâche facile dans l'antichambre de la F1, mais la marque à l'étoile veut éviter de lui mettre la pression.

«Quand nous avons pris Kimi sous notre aile, c'était déjà un super gamin», commente Toto Wolff, directeur de Mercedes AMG F1. «On voyait le personnage, il était fort. On l'avait dans le garage et il était très confiant. En karting, son palmarès était immense, puis quand on l'a mis en formules de promotion, il a remporté tous les championnats en tant que rookie. Mais il faut que nous



fassions attention, car il y a beaucoup d'engouement autour de Kimi. Le mettre en F2, ça fait une grande marche à monter, car ces voitures sont plus lourdes et bien plus puissantes. Mais si on lui laisse le temps dont il a besoin, qu'on n'attend pas de lui qu'il écrase tout dans sa première saison, je pense qu'il peut être un très grand de ce sport.»

Mercedes voit en Antonelli une star de l'avenir, et un remplaçant potentiel à Lewis Hamilton sur le long terme, mais pourrait ainsi lui laisser plusieurs saisons pour faire ses preuves en Formule 2. «Je pense que ça dépend de la manière dont ça se passera. Ce sont de nouvelles voitures, ce qui est un avantage, et tout dépend de la rapidité du pilote. Mais il y

a des concurrents féroces qui feront leur deuxième saison et qui sont très estimés – Fred [Vasseur] en a un», souligne Wolff, faisant référence au protégé de Ferrari qu'est Oliver Bearman. Ce dernier devrait rempiler chez Prema aux côtés d'Antonelli après avoir signé quatre victoires en tant que rookie cette saison. «Que [Kimi] fasse une saison ou deux, il doit démontrer qu'il est prêt pour un baquet en F1. Et il y a une étape d'ici là : nous devons nous concentrer sur la F2 et rien d'autre.»

Antonelli a signé le second temps de la première journée d'essais menés à Abu Dhabi, derrière Bearman, avant de signer la sixième meilleure performance de la journée de jeudi.

## Horner : 2021 montre qu'une domination Red Bull n'est pas garantie en 2024

Prenant l'exemple de la saison 2021, Christian Horner affirme qu'une domination de Red Bull l'année prochaine n'est pas garantie.

Red Bull vient d'achever la saison la plus dominante de l'Histoire de la Formule 1 pour un constructeur en ayant remporté 21 des 22 Grands Prix disputés cette année, pendant que Max Verstappen a de son côté fait tomber les records en signant 19 succès individuels pour aller conquérir son troisième titre mondial.

Au vu de la domination affichée par la structure autrichienne, qui a été l'une des premières à stopper le développement de sa monoplace 2023 pour basculer ses ressources sur 2024, et de la très grande stabilité réglementaire, beaucoup voient Red Bull et le Néerlandais comme les grands favoris à leur propre succession. Mais Christian Horner, son directeur, se veut plus prudent, estimant que l'exemple de la saison 2021 doit inviter à



relativiser les attentes.

«Nous l'avons vu en 2020 avec Mercedes», a déclaré le Britannique. «Si vous vous souvenez, c'était leur année la plus dominante et pourtant, nous avons été capables de les battre en 2021 [au classement pilotes, mais pas au classement constructeurs, ndlr]. Il y a eu un changement subtil des règles, mais je pense que rien n'est figé.»

«Nous avons vu les concurrents se rapprocher sur différents circuits et je suis sûr que les concepts vont converger. Il y a toujours un effet d'accordéon avec des

règlements stables. Je ne pense pas que nous pourrions jamais répéter la saison que nous avons connue, mais j'espère que nous pourrions tirer les leçons de la RB19 et les appliquer à la [RB]20 pour créer une voiture avec laquelle nous pourrions défendre nos titres.»

En réalité et en dépit de châssis prétendument «gelés» sur fond de report de la réglementation technique liée à la pandémie, l'ampleur des changements réglementaires entre 2020 et 2021 a été bien plus importante qu'entre 2023 et 2024. Une série de mesures avait en effet été mise en place pour réduire l'appui des monoplaces afin de les ralentir, notamment en découpant une partie significative du fond plat devant les roues arrière. La structure des pneus avait également été modifiée suite aux problèmes rencontrés en cours de saison. Tout cela avait contribué à favoriser le rapprochement entre Mercedes et Red Bull.

## Quand les fesses de Bottas permettent de récolter 150 000 dollars

Valtteri Bottas a déclaré que la vente de son calendrier de nus avait permis de récolter 150 000 dollars pour une œuvre de charité.

Valtteri Bottas a mis en vente un calendrier pour lequel il a posé nu pour le photographe Paul Ripke, dans le but de récolter des fonds pour «Movember», une œuvre de charité liée entre autres à la recherche sur le cancer de la prostate et des testicules.

L'idée de ce calendrier s'est appuyée sur une désormais célèbre photo que le pilote finlandais avait posté de lui nu dans une rivière d'Aspen, dans le Colorado, l'an passé. D'abord tiré à 10 000 exemplaires, le calendrier intitulé «BottAss» (jeu de mots avec le nom du pilote et «ass», soit «cul», en anglais) s'est très rapidement écoulé et a dû être réimprimé. Chaque calendrier coûtait 19,90 euros, dont 5 étaient reversés à l'œuvre caritative.



S'exprimant ce jeudi sur les réseaux sociaux, le vainqueur de dix Grands Prix de F1 a révélé l'ampleur du succès de l'opération : «Merci beaucoup pour tout le soutien que vous nous avez apporté en novembre. Avec les dons et les calendriers, nous avons récolté une somme considérable dans le cadre de Movember – ce qui signifie que nous avons vraiment aidé et que nous allons changer et sauver la vie de nombreuses personnes. Les chiffres définitifs seront calculés dans les prochains jours, mais nous parlons d'environ 150 000 dollars de fonds collectés !»

Premier League

Manchester City vs Tottenham Hotspur

# Les Spurs dans la marmite des Citizens

**M**anchester City défendra ses couleurs face à Tottenham, son adversaire du jour, lors de cette rencontre de Premier League

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Etihad Stadium (Manchester) sera donné le dimanche 3 décembre 2023 à 20h30. Avant la rencontre, Manchester City est classé à la 2ème place du Championnat d'Angleterre et Tottenham à la 5ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 152 fois depuis 1910, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Tottenham le dimanche 5 février 2023 (Championnat d'Angleterre - 22e journée : 1-0).

Suite à sa victoire 3-2 en Champions League contre le RB Leipzig, Manchester City tentera d'offrir une aussi belle performance à ses supporters lors de cette rencontre.

Lors de la rencontre précédente, Manchester City avait enregistré un taux de possession de balle de 70% et 14 tentatives de tir au but dont 6 cadrés. Du côté de Manchester City, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Erling Haaland (54'), Phil Foden (70') et Julián Álvarez (87'). Leur adversaire, le RB Leipzig, a eu 5 tentatives de tir au but dont 3 cadrés. Loïs Openda (13', 33') a marqué pour le RB Leipzig.

Dernièrement, les rencontres qu'a disputées Manchester City ont tendance à être passionnantes. Ces matchs ont répondu aux attentes, à savoir un taux important de buts inscrits. Rien qu'au cours des six derniers affrontements de Manchester City, les deux équipes ont marqué un nombre total de 25 buts (avec une moyenne de 4.17 par match) dont 17 de ces derniers sont à mettre sur le compte de Manchester City. Avant ce match, Manchester City n'a connu aucun échec lors de ses 17 matchs précédents de championnat dans son stade. Une superbe série.

Après avoir essuyé une défaite lors de son dernier match contre Aston Villa en Premier League, Tottenham tentera de repartir avec un meilleur résultat cette fois-ci.

Lors de la rencontre précédente, Tottenham avait enregistré un taux de possession de balle de 62% et 18 tirs au but dont 8 cadrés. Giovanni Lo Celso (22') a été le seul joueur à marquer pour Tottenham. Leur adversaire, Aston Villa, a obtenu 15 tentatives de tir au but dont 5 cadrés. Pau Torres (45') et Ollie Watkins (61')

a marqué pour Aston Villa.

Lors des 6 rencontres précédentes, Tottenham a réussi à mettre 8 buts en tout. Tottenham a également réussi à marquer lors de chacun de ces duels. Au cours de ces affrontements, l'équipe a en outre laissé les adversaires marquer 9 buts. Toutefois, cette tendance ne va peut-être pas être observée cette fois-ci.

Si on regarde leurs précédentes rencontres, on remonte jusqu'au 13/02/2021, on remarque que les

En championnat, le dernier match qui opposait ces deux clubs a eu lieu lors de la 22ème journée de Premier League le 05/02/2023. La rencontre s'est terminée sur le score de Tottenham Hotspur 1-0 Manchester City.

Ce jour-là, Tottenham avait enregistré un taux de possession de balle de 36% et 12 tirs au but avec 3 cadrés. Harry Kane (15') a été le seul à inscrire un but.

Du côté de l'équipe adverse, Manchester City affichait 15 tirs au but avec 5 cadrés.

Le manager de Manchester City, Pep Guardiola, ne pourra pas faire jouer Zack Steffen et Kevin De Bruyne.

À l'occasion de cette rencontre, il est fort probable que Manchester City décide d'entamer la rencontre avec une formation en 3-4-2-1 et débute la

rencontre avec Ederson, Kyle Walker, Ruben Dias, Nathan Aké, Phil Foden, John Stones, Rodri, Jérémy Doku, Bernardo Silva, Julián Álvarez et Erling Haaland.

Il y a fort à parier que Tottenham choisisse d'utiliser un système de jeu en 4-3-3 et commence la partie avec Guglielmo Vicario, Pedro Porro, Ben Davies, Emerson Royal, Destiny Udogie, Dejan Kulusevski, Giovanni Lo Celso, Rodrigo Bentancur, Bryan Gil, Heung-Min Son et Brennan Johnson.

performances sont identiques. Manchester City a gagné 3 fois, Tottenham a connu 3 succès et les deux clubs ont partagé l'enjeu 0 fois après 90 minutes de jeu.

Ensemble, les deux clubs ont fait grimper le marquoir à 17 buts lors de ces duels, répartis comme suit : 10 en faveur de Manchester City et 7 à mettre au nom de Tottenham. Cela nous donne une moyenne de 2.83 buts par match.